

# MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED



VOUS METTREZ LES PATINS, VOUS NE  
BRAILLEZ PAS ; PAS DE DOIGTS DANS  
LE NEZ. ET VOUS NE PARLEZ QUE  
LORSQUE LE JOURNALISTE VOUS  
INTERROGE.

LES PATINS !

Colloghan

# HÉ OH, LE PARISIEN...

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, les haut gradés de la rédaction du *Parisien* se sont comportés de façon exemplaire. Après une revue de « unes » d'un peu plus d'un mois, le quotidien de Bernard Arnault est déclaré grand vainqueur du bingo de la démobilitation sociale. Avec, à la clé, des prix dans de nombreuses catégories...

## MEILLEURS DÉCORS ANXIOGÈNES

## MEILLEUR ORL



## MEILLEUR PORTE-PAROLE DE LA PRÉFECTURE

## MEILLEUR ENQUÊTEUR



## MEILLEUR PARTENAIRE SOCIAL



## SOMMAIRE

- 5. Gilets jaunes : entre condescendance et mépris
- 7. Panique médiatique
- 12. Quand BFM et CNews préparent le « siège » de Paris
- 16. Appel d'Acrimed : face aux dérives médiatiques, mobilisons-nous !
- 18. L'irrésistible ascension de Benjamin Cauchy
- 21. Humiliatons de lycéens : Giesbert et Barbier apprécient
- 23. Voile médiatique sur les violences policières
- 25. Vous avez dit « raisonnables » ?
- 28. Lieux de pouvoir : la carte des « pousse-au-crime »

### Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

#### Directeur de la publication

Mathias Raymond

#### Ont collaboré à ce numéro

Bruno Dastillung, Lucile Dumont,  
Maxime Friot, Frédéric Lemaire,  
Blaise Magnin, Jean Pérès,  
Pauline Perrenot

#### Illustration

Colloghan

#### Secrétaire de rédaction

Olivier Poche

#### Imprimé par

Espace Imprim  
46, rue de Paradis – 75010 Paris

Commission paritaire : 1223 G 91177

ISSN : 2256-8271

Dépôt légal : janvier 2019

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Dans la nuit du 26 décembre, une vingtaine de gilets jaunes se postent à la sortie de l'imprimerie de Ouest-France, au sud de Nantes, pour bloquer l'acheminement du quotidien régional. Quelques jours plus tard, c'est le parvis du siège de BFM-TV qui est le théâtre des protestations de manifestants parisiens, de même que France Télévisions. Ces actions, qui ne sont pas à mettre sur le même plan que les agressions regrettables de journalistes sur le terrain, sont de plus en plus répandues dans le cadre des mobilisations sociales. Elles expriment combien la question des médias est devenue un enjeu politique pour celles et ceux qui luttent, et qui sont intimement touchés par le mépris de classe de nombreux représentants des grandes rédactions à leur égard ; mais qui sont aussi révoltés par les informations biaisées qui défigurent les mobilisations auxquelles ils participent. Et pour cause...

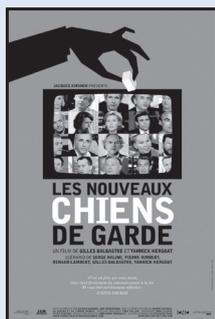
Malgré l'importance accordée au traitement du mouvement des gilets jaunes, les médias dominants ont largement pris parti contre les mobilisations et pour la « résolution » du conflit selon les lignes tracées par le gouvernement. Un activisme mené tambour battant par les chefferies éditoriales, qui ne saurait se confondre avec le travail des journalistes de terrain, précaires, pigistes, qui en subissent les conséquences.

D'abord curieux à l'égard d'un mouvement qu'ils pensaient pouvoir résumer à une simple « jacquerie fiscale » (p. 5), les éditocrates ont été gagnés par la panique face à une mobilisation durable, populaire, et mettant en péril la stabilité du gouvernement (p. 7). Devenus dès lors parties prenantes dans le conflit, éditorialistes et commentateurs ont cherché des « solutions » avec des interlocuteurs à leur image, quitte à

promouvoir la visibilité publique de « porte-parole » rejetés par les gilets jaunes eux-mêmes (p. 18). Ils se sont fait les juges d'un « dialogue social » fabriqué de toutes pièces en direct des plateaux télévisés, n'hésitant pas à traquer les « faux gilets jaunes » ou à définir le périmètre acceptable des revendications « légitimes » (p. 11). Ce journalisme de maintien de l'ordre a franchi un cap suite aux manifestations parisiennes : sommations à ne pas aller manifester (p. 25), surenchère sécuritaire (p. 21), omniprésence d'experts et de représentants des forces de l'ordre, condamnations unilatérales des dérives des manifestants et silence sur les violences policières (p. 23)... c'est toute la panoplie du « journalisme de préfecture » qui a été mobilisée dans le traitement médiatique des mobilisations (p. 12). Noyée sous l'information spectaculaire et le commentaire policier, l'enquête sociale est devenue une exception dans le paysage médiatique. Pis : certaines publications jugées « irresponsables » par les grands pontes de la profession ont été démontées en règle, sans que ces derniers ne s'inquiètent de l'esprit de censure véhiculé par leurs indignations (p. 28).

Toutes ces dérives, doublées d'attaques gouvernementales contre la liberté d'informer et de violences policières contre les journalistes qui l'exercent, nous mettent face à une urgence démocratique : celle de nous emparer de la question du fonctionnement des médias, c'est-à-dire de leur critique radicale et des propositions qui visent à le transformer. C'est la raison de l'appel que notre association a lancé fin décembre (p. 16), et dont nous espérons qu'il portera ses fruits en 2019 grâce à des mobilisations multiples et victorieuses !

# MÉDIA(BOU)TIQUE



DVD — 18,40 €



12,50 €



T-SHIRT — 13 €



TOTE-BAG — 7,50 €



AUTOCOLLANTS CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL

Adhérer  
Acheter en ligne  
boutique.acrimed.org

>> Je fais un don de soutien à Acrimed d'un montant de .....

>> J'adhère ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

- Cotisation de base: **40 €**       Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**  
 Revenus > 2000€ mensuels: **70 €**       Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

>> Je m'abonne pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du n° ...

- Tarif adhérent: **10 €**       Tarif normal: **15 €**       Tarif de soutien: **20 €** (ou plus...)  
 Union européenne et Suisse: **25 €**       Reste du monde: **32 €**

>> Je commande (frais de port compris – pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)

- Le t-shirt « La télé commande » (gris et bleu): **13€**. XXL – XL – S (entourer la taille choisie)  
 Le t-shirt « Opinons » (noir et bleu): **13€**. **Homme**: L – M – S // **Femme**: M – S – XS – XXS  
 Le tote-bag « Opinons » (noir et bleu): **7,50€**  
 Le magazine *Médiacritique(s)*: **3,50€** le n° (épuisés: n°s 1, 2, 11, 12, 18 et 23). N°(s) .....  
 Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**.  
 Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde*: **18,40€**.  
 Des autocollants: prix libre (min. **2€** pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros; sinon vous recevrez par défaut un assortiment.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Email : .....

Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,  
et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de « **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante :

Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris

Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : acrimedinfo@gmail.com

# GILETS JAUNES : ENTRE CONDESCENDANCE ET MÉPRIS

*Le mois de novembre 2018 a vu le développement et l'essor spectaculaire du mouvement des gilets jaunes, lancé à l'origine sur les réseaux sociaux pour dénoncer la hausse des taxes sur le carburant, avant de développer des revendications plus larges. Il s'est traduit par différentes actions de blocages, de péages gratuits, de manifestations à partir du 17 novembre, et plus particulièrement lors des trois premières journées de mobilisations (17 et 24 novembre, et 1<sup>er</sup> décembre).*

*Ce mouvement singulier a été suivi très attentivement et avec une certaine curiosité par les médias, et en particulier par les éditorialistes. À certains égards, le traitement médiatique du mouvement des gilets jaunes a rompu avec l'habituelle hostilité médiatique vis-à-vis des mouvements sociaux. Certains éditorialistes ont d'ailleurs témoigné leur sympathie à l'égard d'un mouvement auquel ils prêtaient leurs propres obsessions (notamment antifiscales).*

*Mais il suffit d'examiner de plus près leurs propos pour apercevoir, à travers cette sympathie de façade, la condescendance et le mépris (qui sont allés croissant avec l'ampleur du mouvement) à l'égard du mouvement des gilets jaunes.*



C'est l'histoire d'un enthousiasme trop vite déçu. La veille de la journée nationale de mobilisation, Eric Brunet expliquait, à l'antenne de RMC, pourquoi « il porterait un gilet jaune » le 17 novembre. Il joint le geste à la parole, dans une vidéo publiée le même jour sur le site de la radio : « Ce gilet jaune qui est moche, qui est laid, qui ne va avec rien, portez-le! Pourquoi? Parce que la France est le pays le plus taxé au monde! » lance l'éditorialiste avec enthousiasme. Il fustige dans une longue tirade « tous les prélèvements, toutes les cotisations », puis s'émerveille : « C'est pour moi une occasion inouïe — unique même dans ma vie car je n'avais jamais connu de révolte fiscale — de protester contre cela. »

Mais Eric Brunet va vite déchanter. Les 2 et 3 décembre, il publie trois tweets empreints de déception. Car le mouvement des gilets jaunes échappe largement à la caricature de mouvement antifiscal que l'éditorialiste libéral avait voulu y voir, tant dans ses revendications que dans ses modes d'action.



Malheureusement pour Eric Brunet, contredit jusque dans ses propres



« sondages », il semble que « l'occasion inouïe » ne soit pas à la hauteur de ses espérances...

Autre opération d'accaparement médiatique du mouvement des gilets jaunes – sans davantage de succès : celle de Cyril Hanouna, trois jours après la première manifestation du 17 novembre. Sur le plateau de « Touche pas à mon poste », il propose de se faire le « porte-parole » du mouvement face aux quatre gilets jaunes invités dans son émission. Le registre se fait volontiers paternaliste, comme le rapporte un article de Daniel Schneidermann (*Libération*, 25 nov.) : les gilets jaunes se « sentent mal », ils sont dans un « mal-être », donc « ça crée des tensions ». Le présentateur télé aimerait quant à lui « faire avancer les choses dans le calme » et « que tout le monde se sente bien dans cette société ». Il tient à le faire savoir aux personnes mobilisées : « Sur les chaînes du groupe Canal+, on est avec vous. »

On comprend cependant rapidement qu'il s'agit moins de porter la parole du mouvement... que de tempérer ses revendications et ses actions. En témoigne ce florilège de ses interventions :

- » Est-ce que vous ne pensez pas que les débordements, ça pollue un peu le débat, et ça fait que les choses avancent moins bien au niveau du gouvernement ?
- » Je suis persuadé que le gouvernement ne demande qu'à discuter avec vous.
- » J'ai des infos. Je sais que le gouvernement travaille dans votre sens.

Et lorsque les gilets jaunes affichent leur détermination ou leur volonté d'obtenir la destitution de Macron, l'animateur tempère :

- » C'est pas bon, de parler comme ça.
- » Alors là, Maxime, je vous aime beaucoup, mais non. C'est un truc qui va décrédibiliser le mouvement.

Quelques jours plus tard, le 22 novembre, Cyril Hanouna invite à nouveau deux gilets jaunes sur son plateau. Ayant essuyé diverses critiques (y compris du gouvernement), il corrige le tir : il ne veut pas se faire un « porte-parole », mais un « médiateur » – un « relais entre les gilets jaunes et le gouvernement » pour que « tout se passe bien ». Une responsabilité qui lui incomberait en tant qu'animateur d'émission popu-



laire : « Les gens qui nous regardent me disent dans la rue : “Cyril, notre dernier loisir, c'est la télé”, parce qu'ils n'ont plus rien », rapporte Hanouna.

Les gilets jaunes n'auraient-ils d'autres distractions que la télévision ? C'est précisément le propos de Christophe Barbier, toujours en pointe en matière de sociologie de comptoir, sur le plateau de « C dans l'air » sur France 5 : « Beaucoup de gilets jaunes sont des gens qui regardent la télé », nous explique ainsi l'éditocrate, « parce qu'ils n'ont pas beaucoup d'autres distractions dans la vie ». C'est pourquoi il propose, pour mettre fin au conflit... de « supprimer la redevance télé » (30 nov.).

Dans le registre du paternalisme et du mépris, Franz-Olivier Giesbert n'est évidemment pas en reste. « Ces gens-là, on a envie de leur tendre la main, de leur parler », s'émeut-il au micro de BFM-TV, « ils ne vivent pas comme nous ». Touchant. Ce samedi 17 novembre, Giesbert est interrogé sur la bienveillance supposée des médias à l'égard des gilets jaunes. « Dans la presse, on est toujours bienveillant avec les mouvements sociaux », répond tranquillement l'éditocrate. Le même qui avait écrit, en 2016, que la France était soumise à deux menaces, « Daech et la CGT ». Et Giesbert d'ajouter, sans rire : « Souvenez-vous de l'attaque de l'hôpital Necker par des sbires de la CGT, on ne peut pas dire que ça ait fait les gros titres. » Décidément, FOG a la mémoire courte : à l'époque, les images des façades endommagées

lors d'affrontements avec les forces de l'ordre avaient tourné en boucle dans les grands médias.

L'éditocrate fait en réalité, à l'égard des gilets jaunes, moins preuve de bienveillance... que de condescendance. « Ce mouvement est gentil », s'attendrit Giesbert, « ce sont des gens qui veulent juste qu'on leur parle, qu'on leur explique ». Pour lui, la mobilisation des gilets jaunes se résumerait à un malentendu causé par un problème de communication et de pédagogie : « Les gens du gouvernement s'y prennent très mal [...] Sur le plan de la communication, c'est très mal foutu. » Et l'éditocrate de distiller ses conseils de savant pédagogue : « Dans un cas comme ça, on neutralise en écoutant, en étant gentil, en faisant preuve d'un peu d'humilité ». Ou comment neutraliser une mobilisation en toute bienveillance...



Ainsi, dans les premiers temps de la mobilisation des gilets jaunes, certains éditorialistes se sont vus en hérauts du mouvement, avant de déchanter rapidement. Tous ou presque ont exprimé une forme de paternalisme condescendant à l'égard de ce qui était perçu comme une « jacquerie fiscale ». Mais avec l'inscription dans le temps de la mobilisation, et la publication de revendications sociales fortes, le ton des éditocrates va rapidement évoluer – qu'il s'agisse de contester d'éventuelles avancées sociales ou de dénoncer les violences...

# PANIQUE MÉDIATIQUE

*Après s'être interrogés avec condescendance, observant les gilets jaunes comme des bêtes curieuses, les éditorialistes changent de discours après la journée de mobilisation du samedi 24 novembre, et, plus encore, celle du 1<sup>er</sup> décembre. Face à un mouvement qui s'inscrit dans la durée, à la diversité et à l'ampleur de ses revendications, à sa popularité, face aux violences protéiformes de certaines manifestations et à la crise politique qui se dessine, les grands pontes du système médiatique resserrent les rangs: l'heure est au rappel à l'ordre.*

*Une chose est sûre: la journée de mobilisation du 1<sup>er</sup> décembre a fasciné les chaînes d'information en continu qui ont commenté de manière ininterrompue les « scènes de chaos dans Paris »... et beaucoup effrayé les éditorialistes. Devant les menaces que représente le mouvement des gilets jaunes, les gardiens médiatiques de l'ordre social se mobilisent pour prescrire des mesures de « sortie de crise ». Un « journalisme de solutions » qui témoigne de la panique qui gagne les médias dominants – et leurs porte-parole autoproclamés...*

## DES JOURNALISTES EN CONSEILLERS MÉDIATIQUES DU PRINCE

Dans son éditorial du *Figaro*, Alexis Brézet voudrait se faire calife à la place du calife (3 déc.), et fixe pour le gouvernement la « priorité des priorités », à savoir le « rétablissement de l'ordre républicain » après le « désastre national » en employant « y compris la proclamation de l'état d'urgence [...] afin que cesse l'intolérable ». Puis il se fait prescripteur de mesures pour « apaiser cette révolte qui fait courir de graves risques à l'équilibre politique et social du pays »: « renouer – tout de suite – le dialogue, et, pour renouer le dialogue, il faudra bien, par quelque bout que l'on prenne la chose, concéder aux gilets jaunes un **trophée symbolique**. »

L'éditorialiste poursuit en révélant les deux inquiétudes majeures qui l'animent, et à travers lui, l'ensemble de la noblesse médiatique. La première, le blocage des futures réformes: « Plus le temps passe, plus le prix à payer pour rétablir le calme sera élevé. Et plus la capacité du gouvernement à mener demain la moindre (vraie) réforme sera entamée. » La seconde, la crainte que se matérialise dans les esprits une conscience de classe un peu trop appuyée: « [Dans] nos démocraties mijotent tous les ingrédients d'une nouvelle lutte des classes qui met à rude épreuve la cohésion des nations. [...] C'est sans doute que le vieux clivage droite-gauche, à côté de tant de défauts, avait aussi quelques qualités: en récusant la froide logique des intérêts, il permettait au pays de s'affranchir en partie des affrontements de classe. » Une crainte qui explique la virulence de ses confrères, dont Gaëtan de Capèle qui signait le 1<sup>er</sup> décembre un éditorial digne d'un chien de garde aguerri:

Combien de temps encore la France pourra-t-elle supporter le psychodrame des « gilets jaunes »? Tout a été dit sur les ressorts de cette **jacquerie numérique**. Aussi compréhensif soit-on pour ce qu'ils incarnent, les « gilets jaunes » sont engagés dans une surenchère qui conduit tout droit dans une impasse. Exactions inexcusables, revendications abracadabrantesques, mépris des institutions... tout cela déconsidère leur combat.

...Tout comme les éditoriaux du *Figaro* le défigurent.

Le *Monde* n'est pas en reste: Jérôme Fenoglio pointe « une impuissance de dix ans à réellement répondre aux conséquences de la crise de 2008 » et une « faillite des gouvernements successifs, [qui] a laissé prospérer la colère sur le plus puissant des ferments, le sentiment d'injustice, à la fois territorial, fiscal et social ». Un constat qui ne le conduit évidemment pas à remettre en cause ni la légitimité ni le fond des politiques libérales menées depuis (plus de) dix ans – et pour cause, le quotidien de référence s'en étant systématiquement fait le relais –, mais à d'abord accuser « l'instabilité » de gilets jaunes qu'il peine à cerner, avant d'en appeler à... une réforme, pour poursuivre les réformes!

[Il y a une] instabilité permanente chez les protestataires, où les revendications s'accumulent et finissent par s'annihiler à force d'être contradictoires, où les porte-parole sont **dé légitimés à la seconde où ils apparaissent**, où la **discussion permanente** ne permet ni de s'entendre entre soi ni d'écouter ce que pourraient proposer les gouvernants. C'est encore plus compliqué face à un

pouvoir exécutif qui n'arrive pas à se libérer des multiples disruptions qu'il avait théorisées pour construire son nouveau monde. [...] La page blanche sur laquelle devaient s'écrire les réformes est devenue une scène désertée que le parti présidentiel ne parvient pas à occuper. [...] Le courage réformateur mis en avant se heurte à l'image de "président des riches" accolée en raison des premières décisions fiscales, notamment sur l'ISF. Il sera difficile d'en sortir sans amender en profondeur un mode de gouvernance [...]. Cette réforme-là est la plus exigeante de toutes: elle commence par soi-même pour parvenir enfin à convaincre les autres.

3 décembre 2018



4 décembre 2018



Au Parisien, Stéphane Albouy en appelle quant à lui à Emmanuel Macron pour « trouver les mots et les réponses concrètes de nature à apaiser le pays » (3 déc.). En bon conseiller en communication gouvernementale, il analyse ensuite cette démarche: « Il ne s'agit pas ici d'un recul mais d'un geste indispensable pour que le reste du quinquennat ne soit pas hypothéqué et que des réformes aussi nécessaires que celles de l'assurance chômage ou des retraites puissent être un jour engagées par ce gouvernement. » Dès le lendemain, visiblement inquiet de l'inaction du gouvernement, un second éditorialiste, Nicolas Charbonneau, cherche d'autres interlocuteurs pour parvenir à ce que le quotidien appelle de ses vœux, « l'union nationale » (4 déc.): « La sortie de crise viendra probablement d'hommes et de femmes responsables, de ceux qui écoutent, prennent des décisions et les assument. De ceux qui proposent et construisent, pas de ceux qui commentent. » Et à en croire sa « une » du 4 décembre, Le Parisien a une solution toute trouvée.

Choisir comme « réponses » à cette crise les « propositions » du patron du Medef, il fallait le faire! Si nous n'osons penser que la rédaction du Parisien ignore les enjeux de classe qui se jouent dans le mouvement des gilets jaunes, on peut dire avec certitude qu'elle a, dans ce jeu-là... choisi son camp! Il en va de même à France Info, où Olivier de Lagarde cherche une sortie de crise en parlementant avec... Pierre Gattaz:

Pierre Gattaz, comment expliquer finalement ce désespoir? Quand on se met à casser, certes on est en colère mais on n'est pas seulement en colère contre l'augmentation de 6 centimes du gasoil! [...] La question, c'est de savoir tout de même si à partir d'aujourd'hui, les réformes vont être possibles ou est-ce que finalement le gouvernement va être complètement bloqué? (« Les informés », 1<sup>er</sup> déc.)

Sur BFM-TV (3 déc.), le jeu est le même, et si Bruno Jeudy prône une « inflexion sociale », elle n'est encore une fois qu'instrumentale: « Faire une inflexion, mettre un genou à terre, accepter de reculer, l'expliquer et peut-être de relancer un quinquennat qui aujourd'hui effectivement est en train de... de... de se jouer dans les heures qui viennent. » Une position qui fait écho aux propos que le même Laurent Neumann tenait quelques jours plus tôt: « Le problème, c'est que si Emmanuel Macron cède aujourd'hui, il n'y a plus de réforme d'assurance-chômage, il n'y a plus de réforme de la fonction publique, il n'y a plus de réforme des retraites! »

La même ligne est prescrite en continu sur BFM-TV par Ruth Elkrief, communicante de la première heure du gouvernement macroniste, qui n'hésite pas à reprendre sévèrement le moindre faux pas d'une consœur qui paraîtrait desservir un peu trop le gouvernement:

— Anna Cabana: Alors moi ce que je retiens de la journée, c'est cette phrase d'un ami d'Emmanuel Macron qui dit: « Au fond les gilets jaunes, c'est irrationnel, mais il faut enfourcher la fureur des temps. »  
 — Ruth Elkrief: Pardonnez-moi Anna, non mais c'est exactement qu'Emmanuel Macron a un problème de communication avec les gilets jaunes. [...] Si je peux traduire, ce que devrait dire le Premier ministre demain [pour] se sortir d'une telle crise en ayant quand même... sans perdre trop la face, c'est: « Il faut lâcher parce que comme ça on pourra continuer à réformer le pays, sinon on pourra pas continuer. » Donc c'est une façon de dire qu'en fait, on ne renonce pas à continuer à réformer le pays mais que, on ne pourrait pas si on ne lâchait pas, et donc ça sera la façon à partir de demain d'expliquer. [...] Ça aurait pu être une crise beaucoup plus contenue et beaucoup plus minime si ça avait été négocié et géré tout de suite.

Le gouvernement remercie pour la traduction.

En quête désespérée de paix sociale depuis les premières journées de mobilisation, les éditorialistes incarnent ainsi à l'extrême un de leurs rôles médiatiques traditionnels: celui de gardien de l'ordre social. Désormais prescripteur des mesures de « sortie

de crise », ce « journalisme de solutions » est le signe d'une profonde panique: celle de voir remis en cause un ordre social, économique et politique que les médias dominants ont contribué à légitimer depuis des décennies, en soutenant quasi unanimement les vagues de réformes structurelles menées par les gouvernements successifs depuis les années 1980; et celle de voir vilipendé le candidat incarnant cette fièvre « réformatrice » auquel ils auront fait beaucoup de publicité lors de la campagne présidentielle et dont ils relaient assidûment la communication et la « pédagogie » depuis. Une telle déstabilisation douche ainsi une grande partie des espoirs médiatiquement soutenus, nés avec Emmanuel Macron, et provoque le désarroi: *quid* de la « faisabilité » des prochaines réformes dans un tel contexte de crise? Quelle « personnalité » à sa place pour « maintenir le cap » dans un tel contexte de défiance vis-à-vis de la classe politique et après que les grands médias ont affiché des mois durant la promesse du « nouveau monde »?

C'est à la lumière de ces différents éléments que l'on peut comprendre les réactions des éditorialistes des médias dominants, relativement homogènes, allant de l'indignation à la panique, en passant par des conseils et des méthodes pour « sortir de la crise ». L'heure est chez eux au calcul politicien et au mépris de classe: si certains d'entre eux réclament des « gestes forts » ou des mesures en faveur des gilets jaunes, ce n'est évidemment pas au nom d'une quelconque justice sociale, mais uniquement par charité symbolique qui, selon eux, fera taire la colère.

### ARBITRES DE LA LÉGITIMITÉ DES REVENDICATIONS

Face à la menace du mouvement des gilets jaunes, les éditorialistes ne se contentent pas de se faire conseillers du prince et prescripteurs de solutions de sortie de crise; ils s'attachent également à distinguer les revendications légitimes du mouvement... des autres, qu'il convient de démonter en règle.

Sur le plateau du JT de France 2 (1<sup>er</sup> déc.) aux côtés de Nathalie Saint-Cricq, Justine Weyl, journaliste au

service économique de la rédaction, passe au crible la revendication de hausse du SMIC formulée par les gilets jaunes:

*Sur l'augmentation du SMIC à 1 300 € net par exemple, ça paraît assez improbable [parce qu'] une telle augmentation de 10 % coûterait des millions aux entreprises mais aussi à l'État [...] Peu de chance donc que ce vœu soit exaucé. [...] En revanche d'autres revendications sont plausibles et rejoignent même des objectifs du gouvernement.*

Alexandra Bensaïd, également présente comme « experte » en économie, corrobore:

*Qu'est-ce qui est réaliste, est-ce que augmenter le SMIC c'est réaliste? C'est certain que pour les économistes ça améliore le pouvoir d'achat; mais d'un autre côté augmenter le SMIC c'est un chiffon rouge pour les employeurs; les plus éloignés de l'emploi auraient encore plus de risque de ne pas être recrutés; or faire baisser le chômage, c'est à la fois une revendication des gilets jaunes et c'est aussi un but du gouvernement. [...] L'impossibilité ce soir, c'est bien de répondre à l'ensemble des protestataires.*

La journaliste donne ainsi son verdict d'impossibilité des hausses de salaire... en reprenant mot pour mot les arguments du patronat. Même posture chez Jean-Claude Dassier, qui rivalise d'arrogance sur CNews (3 déc.): « *Tout n'est pas possible. C'est pas le pays des Mille et Une Nuits! Il n'y a pas d'argent dans ce pays autant que le souhaiteraient... on le souhaite tous d'avoir des augmentations!* »

Des propos si émouvants que nous proposons de lancer une campagne: une augmentation pour Jean-Claude Dassier!

Sur BFM-TV (3 déc.), Nathalie Lévy tente quant à elle de raisonner Jean-François Barnaba, gilet jaune, présent en plateau:

— Nathalie Lévy: *Vous savez bien que la liste elle est trop longue pour que tout soit validé! [...] Alors... les trois [mesures] plus urgentes alors, dites-nous!*

— Jean-François Barnaba: *La baisse des taxes, [...] l'augmentation des salaires et des pensions, la restauration des services publics, la démocratisation des institutions et [...] la restauration de l'ISF. [...]*

— *C'est pas de même nature, et tout ne sera pas possible. [...] Tout sera pas possible en même temps, là, en l'espace d'une semaine, on pourra pas avoir la baisse des taxes, on pourra pas avoir l'augmentation des salaires, tout sera pas jouable, tout sera pas acceptable pour le gouvernement!*

Enfin, sur le plateau de Pascal Praud sur CNews (3 déc.), les ténors du système médiatique qui discutent chaque jour entre amis prescrivent à leur tour ce qui est faisable... ou non:

— Pascal Praud: *Par exemple, les APL. C'est vrai, Gérard Leclerc, quand on a dit "baisse de 5 €", ça ne nous a pas paru, 5 €, une somme à ce point énorme que les Français aillent dans la rue! Mais au-delà des 5 €, il y avait quelque chose de symbolique manifestement, c'est un fait personne ici n'est monté au créneau pour les 5 € de manière aussi importante...*

— Gérard Leclerc: *[...] C'est-à-dire... il faut mettre les choses à plat sur la fiscalité. Mais faut bien voir qu'on ne peut pas faire n'importe quoi, tout et son contraire. Vous ne pouvez pas dire d'un côté "on baisse les impôts", les impôts et les taxes, et d'un autre côté "on maintient voire on développe un certain nombre... par exemple les dépenses euh les investissements publics, les dépenses publiques, les aides sociales, etc."*

Ajoutons également le propos de Nicolas Doze sur BFM-TV le 5 décembre, qui se résume en une phrase:



Avec à la clé un argument sans faille :



### GENTILS ORGANISATEURS DU « DIALOGUE SOCIAL »

Autre préoccupation des éditocrates : trouver des interlocuteurs pour leurs débats médiatiques, mais également pour le gouvernement. Car les grands médias, qui peinent à comprendre le mouvement des gilets jaunes, ont également des difficultés à identifier, sélectionner ou légitimer des porte-parole susceptibles de devenir de bons clients médiatiques. Cela tient à plusieurs raisons : la pluralité des interlocuteurs qui jamais — ou rarement — ne se revendiquent comme « porte-parole » sur les plateaux ; ou encore la multiplication et la diversité des revendications mises en avant selon les gilets jaunes invités. Tant et si bien qu'on assiste à une situation surprenante : certains éditorialistes en arrivent à regretter les « corps intermédiaires », en particulier les syndicats, qu'ils malmènent pourtant le reste du temps en période de mobilisations sociales !

*La remise en cause des corps intermédiaires, systématiquement contournés depuis le début du quinquennat, est un handicap majeur, alors qu'ils seraient si cruciaux pour canaliser un conflit social de ce type. (Le Monde, 4 déc.)*

Et c'est bien là un problème majeur auquel sont confrontés les éditorialistes : le bouleversement des règles du fameux « dialogue social » institutionnalisé, dont le commentaire (interview à l'issue des réunions, description des rebondissements et des positions syndicales et gouvernementales, etc.) résumait traditionnellement la couverture qu'ils font des mobilisations sociales en tant que spectateurs et arbitres des négociations. Désormais, les éditorialistes semblent parfois vouloir remplacer au pied levé les « partenaires sociaux » défaillants. Avec des propos qui témoignent, ces derniers jours, d'une violence de classe décuplée.



Ainsi de Christophe Barbier sur BFM-TV (3 déc.) : « *La première solution politique, c'est de dialoguer avec tout le monde et d'annoncer des choses concrètes. [...] S'ils obtiennent quelque chose de concret, notamment symbolique, c'est-à-dire la suppression de la hausse des taxes prévue en janvier sur le carburant, eh bien ils annoncent le renoncement à une manifestation à Paris, samedi, pour éviter les violences. Qu'ils retournent dans les petites villes, dans les villages, sur les ronds-points, dans la proximité avec les gens comme le 17 novembre, et qu'ils arrêtent de fantasmer sur la prise de la Bastille, même si c'est l'Arc de Triomphe.* »

Face à l'absence de négociation, Nathalie Saint-Cricq perd également patience sur le plateau du JT de France 2 (2 déc.) : « *Édouard Philippe doit négocier avec des gens qui ne sont pas organisés. On l'a dit, toute cette semaine, ce soir, ils sont en train de téléphoner — je les ai eus tout à l'heure — aux huit gilets jaunes. On leur répond : "Non, je peux pas venir ce jour-là parce que je travaille, parce que j'ai les enfants jusqu'à 18h..." Donc négocier avec des gens qui n'ont pas envie de négocier c'est quelque chose d'assez compliqué.* »

Jean-Michel Aphatie n'est pas en reste dans la matinale d'Europe 1 (4 déc.) : « *Nous n'avons aucun interlocuteur crédible pour représenter un mouvement qui génère une violence immense et qui menace la nation. [...] C'est une forme d'irresponsabilité politique que nous n'avons jamais connue.* » Dans l'émission « Punchline » (3 déc.), Jean-Claude Dassier sermonne les gilets jaunes : « *Les gilets jaunes refusent même d'aller énoncer leurs revendications et négocier ou discuter! [...] Je pense qu'il est plus que temps pour ce mouvement, qui a sa légitimité, qui a ses raisons, de se structurer, y a pas de mouvement qui ait un avenir politique et social s'il ne se structure pas! [...] Je souhaite surtout que [...] le contact ait lieu évidemment et que surtout il soit positif, qu'on enchaîne vite. Parce qu'il y a déjà eu beaucoup de temps de perdu, maintenant il faut accélérer. Encore une fois, la France ne peut pas supporter un week-end prochain comme celui que nous avons vécu.* »

Et on peut dire que l'éditorialiste ne perd pas de temps. En direct du plateau, il amorce lui-même une séance de négociation avec José Espinoza, pour le moins surréaliste, qui synthétise ce mépris de classe :

- José Espinoza : *Donnez de l'argent sonnante et trébuchant et vous verrez que le mouvement...* [Coupé]
- Jean-Claude Dassier : *200 € et c'est fini?!*
- JE : *200 € pour le SMIC.*
- JCD : *Et c'est terminé? Bon, on a là une négociation. 200 € pour le SMIC, on va téléphoner à Matignon, on a la clé. On va bien trouver 200 €...*
- JE : *Il a bien trouvé 40 milliards pour le CICE.*
- JCD : *D'accord! Pour combien de personnes à votre avis, à vue de nez? 200 € pour combien de personnes?*
- JE : *Oh eh bien pour l'ensemble des smicards, ils sont nombreux. Et il y a 40 milliards à récupérer du CICE [...] alors qu'on le donne aux patrons sans contrepartie!*

Si certains n'hésitent donc pas à conseiller le gouvernement voire à négocier pour lui, l'errance du Premier ministre et du président tend à faire paniquer les relais les plus dociles de

la macronie! Ainsi de Nathalie Saint-Cricq, qui semblait particulièrement perdue, comme un député qui n'aurait pas reçu ses éléments de langage, au lendemain de la journée de mobilisation de samedi 1<sup>er</sup> décembre:

*[Emmanuel Macron] n'a pas pris la parole ce soir, probablement parce que... **qu'est-ce que vous voulez qu'il dise!** Ils ont l'impression que [...] même si c'était la baisse ou le moratoire sur la taxe du carburant, on lui dirait: "OK c'est bien mais ça suffit pas, il faut l'ISF", et après on lui dirait "mais ça suffit pas, faut encore autre chose", donc il a effectivement compris que le fait de reculer, on insistait surtout sur le recul et non pas sur les choses sur lesquelles il a reculé, donc c'est relativement complexe. [...] **Qu'est-ce qu'il peut faire?** [...] Comme manifestement toute la dramaturgie est en train de se faire entre Macron versus le reste du monde, ou plus exactement le reste de la France, il a intérêt à remettre du corps intermédiaire.*

Rassurons nos lecteurs: cette absence n'était probablement que passagère. La veille, la cheffe du service politique de France 2 était plus revendicative:

*Non, il ne peut pas donner l'impression de plier [...], il ne peut pas donner l'impression que les gilets jaunes ont obtenu gain de cause. [...] Le problème pour Emmanuel Macron, c'est que s'il recule, il se dit que les prochaines réformes ce sera à chaque fois la même chose donc c'est ni dans son tempérament de reculer, et en plus il y a une deuxième crainte, c'est qu'il se dit qu'à chaque nouvelle réforme [...] il y ait une nouvelle structure gilets jaunes qui, à chaque fois qu'il essaie de bouger, le fasse reculer; soit il considère qu'au bout d'un an et demi de quinquennat il faut qu'il fonce avec les risques de casse, soit il recule; on va voir assez rapidement s'il ne trouve pas une solution intermédiaire. (JT France 2, 1<sup>er</sup> déc.)*

Et pour la trouver, il pourra s'inspirer des conseils de Nathalie Saint-Cricq.

\*\*\*

Si les premières inquiétudes ont porté sur les conséquences des blocages sur l'économie, ce sont désormais les revendications (irréalistes) du mouvement et les scènes de violences (condamnables) lors des manifestations qui sont désormais dans le viseur médiatique. Et les éditorialistes se mobilisent: en prescrivant conseils et méthodes pour que le gouvernement « sorte de la crise »; en faisant le tri entre bons et mauvais gilets jaunes selon que leurs revendications sont jugées « légitimes » ou « surréalistes », et leurs comportements, « pacifiques » ou « extrémistes »; ou encore en faisant mine d'organiser le « dialogue social » avec les gilets jaunes, pour mieux permettre de canaliser la colère populaire. À cet égard, ce journalisme d'élite parfaitement ignorant des préoccupations quotidiennes des gilets jaunes, joue parfaitement son rôle de gardien de l'ordre social.

## Bruno Jeudy traque les « faux » gilets jaunes

Le soir de la journée d'action du 8 décembre, Christophe Couderc est invité sur le plateau de BFM-TV en tant que gilet jaune. Interrogé sur les annonces d'Emmanuel Macron, il fait savoir qu'il n'attend rien de celui qu'il présente comme le « président des riches », évoquant une information publiée dans *Marianne* selon laquelle des dizaines de députés LREM sont issus de grandes entreprises françaises. Il dénonce, enfin, la vente par le gouvernement d'Aéroports de Paris, de la Française des jeux, ou encore de certains barrages. C'en est trop pour l'éditorialiste Bruno Jeudy, qui fond avec morgue sur son invité:

- *Mais monsieur, vous ne révélez rien du tout, tout cela est connu, tout cela est public. ADP et la Française des jeux vont être privatisés, c'est déjà connu, ce sont des décisions qui ont été annoncées de manière transparente.*
- *Vous avez des obsessions monsieur, qui sont des obsessions politiques, et qui ne sont pas démocratiques.*
- *Mais présentez-vous aux élections! Présentez-vous aux élections monsieur, c'est plus simple, je vous assure.*
- *Les gilets jaunes que je vois régulièrement, ici même, ils ne parlent pas comme vous. Parce que vous, vous êtes un faux gilet jaune, je vais vous dire.*
- *Vous êtes un militant politique, vous n'êtes pas un vrai gilet jaune: vous parlez comme un militant politique. Écoutez, ça ne trompe aucun téléspectateur. Vous êtes contre la démocratie, vous voulez renverser le pouvoir, vous n'êtes pas un vrai gilet jaune. Vous devriez avoir honte, vous n'êtes pas un vrai gilet jaune.*
- *Moi on me connaît par ailleurs comme journaliste, alors que vous, vous n'êtes pas un gilet jaune. Vous ne servez pas la cause de ceux qui, sur les ronds-points, se battent pour leurs fins de mois, se battent sans réfléchir... se battent sans penser... sans remettre en cause la démocratie.*

Un échange édifiant à plusieurs titres. À commencer par la manière dont Bruno Jeudy se réserve le droit de désigner lesquels de ses interlocuteurs seraient des « vrais » et des « faux » gilets jaunes, au nom de sa propre conception (toute condescendante) de ce que seraient les gilets jaunes (qui « ne parlent pas comme vous »), voire au nom des téléspectateurs, dont il semble connaître l'avis en temps réel, ou encore au nom de la « cause » des gilets jaunes, dont il serait le garant: « Vous ne servez pas la cause de ceux qui, sur les ronds-points, se battent pour leurs fins de mois, se battent sans réfléchir... se battent sans penser... sans remettre en cause la démocratie. » Car c'est bien connu: les « vrais » gilets jaunes ne sauraient articuler de propos « politiques », ou encore remettre en cause les institutions. Il faut dire que Christophe Couderc a commis un crime de lèse-majesté: taxer Emmanuel Macron du titre de « président des riches », et évoquer ses liens avec le pouvoir économique, ce qui constitue, pour Bruno Jeudy, une véritable remise en cause de la démocratie.

La morgue de Jeudy et sa prétention à parler au nom de la majorité, à désigner les porte-parole et les revendications légitimes du mouvement des gilets jaunes, inspirent cette réplique pleine de bon sens à Christophe Couderc: « *Je réfute votre accusation: vous, vous n'êtes pas un vrai journaliste.* » Mais s'il y a de quoi douter des compétences journalistiques de Bruno Jeudy, une chose est sûre: l'éditorialiste est un authentique chien de garde de l'ordre établi.

# QUAND BFM-TV ET CNEWS PRÉPARENT LE « SIÈGE » DE PARIS

*Dans le traitement médiatique de la mobilisation des gilets jaunes, la journée de manifestations du 8 décembre a constitué un cas exemplaire. La communication alarmiste du gouvernement, annonçant des manifestants venant sur Paris « pour casser et pour tuer », a été largement diffusée en amont de la manifestation dans les grands médias. Au lieu de faire preuve d'un minimum de distance critique vis-à-vis de ces éléments de langage parfois outranciers, certains médias ont contribué à leur donner crédit et participé à la construction, avec les autorités, d'un récit médiatique anxiogène venant légitimer par avance un dispositif de répression sans précédent. Un journalisme aux ordres qui était tout particulièrement à l'œuvre dans les émissions programmées la veille de la manifestation sur CNews et BFM-TV.*

Le soir du vendredi 7 décembre, c'est la veillée d'armes sur les chaînes d'information en continu. Sur CNews comme sur BFM-TV, la journée « à haut risque » du lendemain fait la Une des différentes émissions. Il faut dire que depuis le lundi 3 décembre et tout au long de la semaine, le gouvernement n'a cessé de faire monter la pression. Dès le mercredi, l'Élysée annonçait ainsi « redouter une très grande violence » pour l'« acte IV » du mouvement des gilets jaunes, avec un noyau dur de manifestants qui viendraient « pour casser et pour tuer ». Le jeudi, une source élyséenne dénonçait carrément la possibilité d'« une tentative putschiste<sup>1</sup> ».

Les ministres quadrillent les médias pour annoncer, à l'unisson, le chaos à venir. Ainsi Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, dénonce-t-elle par exemple le jeudi matin sur BFM-TV « des groupuscules qui veulent en découdre, qui veulent que la violence s'installe dans notre pays ». Sur la même chaîne, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer dénonce quant à lui « des personnes qui sont sans limite dans l'exercice de la violence ». Plus tard dans la journée, devant le Sénat, le Premier ministre Édouard Philippe appelle les gilets jaunes à ne pas manifester pour « éviter qu'ils soient pris au piège que leur tendent les casseurs ». Vendredi, c'est le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner qui alerte sur des « factieux » qui tenteraient de se mobiliser le lendemain. Pour lui, la mobilisation des gilets jaunes serait « un monstre qui a échappé à ses géniteurs ». Fort de ce diagnostic, il annonce l'attribution de moyens exceptionnels aux forces de police et la mise en place d'un dispositif sans précédent, qui comprend notamment le recours à des véhicules blindés de la gendarmerie. Dès lors, ce n'est plus la mobilisation populaire qui est à l'ordre du jour, mais « la mobilisation des forces de l'ordre » qui serait d'ailleurs « totale ».

Pendant cette semaine, certains médias, non contents de relayer la communication du gouvernement et des forces de l'ordre, ont fait preuve d'un suivisme certain vis-à-vis de celle-ci. On pourrait multiplier les exemples : sur ses ondes, sa chaîne de télévision et son site internet, France Info a fait la part belle à la parole des forces de l'ordre et à certains de leurs représentants syndicaux. *Le Monde* a, de son côté, consacré plusieurs articles à la préparation du maintien de l'ordre pour la journée du samedi. Même France Culture n'a pas démerité, puisque « La grande table » a longuement reçu le général démissionnaire Pierre de Villiers, venu faire la promotion de son livre et au passage expliquer, dans le contexte non négligeable de crise généralisée et d'appels officiels au « retour à l'ordre », ce que pouvait — et devait — être un « bon » chef. Mais c'est sur les chaînes d'information en continu que le suivisme médiatique à l'égard de la communication des autorités est le plus flagrant, comme en témoigne la soirée du vendredi 7 décembre sur BFM-TV et sur CNews. Au programme de ces deux chaînes, plusieurs émissions de débat qui ont contribué à construire, avec les autorités, un récit médiatique et une atmosphère particulièrement anxiogènes autour des manifestations du 8 décembre.

Ainsi « Punchline », animée par Laurence Ferrari et diffusée de 18 h à 20 h, semble cocher toutes les cases du bingo du journalisme aux ordres. À commencer par la place accordée à la parole gouvernementale. Ce n'est pas une, ni deux, mais bien trois ministres qui se succèdent sur le plateau tout au long de l'émission. L'émission débute sur la « punchline » d'un quatrième ministre, Christophe Castaner, à propos du mouvement des gilets jaunes (ce « monstre qui a échappé à ses géniteurs »). Sur le plateau, l'économiste Nicolas Bouzou approuve, tout comme le journaliste Dominique de Montvalon et Charles Pellegrini, ancien commissaire divisionnaire.



La sortie du ministre fait l'unanimité sur le plateau — ce qui constitue un bon indicateur de son caractère « pluraliste ». Comme le note Damien Fleurot, du service politique de CNews, les ministres « se sont déployés dans la communication ». Pour ce faire, ils peuvent visiblement compter sur la chaîne de Vincent Bolloré...

La parole est toutefois donnée brièvement, à travers une interview, à une gilet jaune. Les questions portent d'emblée et pour la plupart sur les violences anticipées du lendemain (« Est-ce que vous pensez que ça va dégénérer et pourquoi? »; « Jusqu'où peut aller la violence? »). De retour en plateau, le journaliste Bruno Dive se montre sévère avec les réponses de l'interviewée: « Elle dit: "on veut se faire entendre". Il me semble que depuis trois semaines on les a beaucoup entendus. » Un peu trop même, à en croire le ton agacé de l'éditorialiste. « Ils disent que le gouvernement ne les entend pas, je ne suis pas d'accord: il me semble qu'il les a entendus en grande partie, il a cédé à leurs principales revendications. » Le gouvernement avait certes annoncé la suspension de la hausse de la taxe sur

les carburants... pour l'année 2019. Et l'éditorialiste de conclure: « C'est inquiétant, on est dans un mouvement totalement irrationnel, qui demande le départ d'Emmanuel Macron, qui conteste les élites, mais qui se marginalise aussi. »

Charles Pellegrini surenchérit: « Il ne faudrait pas trop verser dans l'angélisme de cette dame qui dit: "on est pacifiques", on a quand même trouvé ce matin 25 cocktails molotov sur un rond-point, si c'est ça le pacifisme... » Puis Laurence Ferrari saisit la perche pour annoncer avec un enthousiasme non dissimulé les détails du dispositif de sécurité « absolument maximum », « hors-norme », « avec des blindés », « inédit depuis Mai 1968 », mis en place par les autorités qui redoutent « une nouvelle journée d'émeutes et de guérilla urbaine ». La guerre civile n'est pas loin... D'ailleurs « Paris est une ville en état de siège », note Laurence Ferrari.

C'est ensuite à Charles Pellegrini qu'il revient de faire le service avant-vente du dispositif de sécurité et de rassurer les téléspectateurs: « Les saccages de vitrines, les intrusions dans des lieux sanctuarisés, on ne le verra pas. » De son côté, Dominique de Montvalon justifie les menaces de poursuites judiciaires de l'exécutif contre Éric Drouet, l'un des organisateurs des manifestations: « Il n'est jamais trop tard pour que les têtes brûlées retrouvent un peu de bon sens [...] c'est préoccupant que ce monsieur ait pu se permettre de tenir depuis si longtemps des propos inconsidérés et virtuellement séditions: "où faut-il aller? À l'Élysée. Pour quoi faire? Pour y rentrer." » Et Bruno Dive de rebondir: « Il a eu le temps de faire des dégâts dans d'autres têtes. » Heureusement que CNews est là pour remettre de l'ordre dans les têtes.

Le déploiement des forces de l'ordre dans Paris constitue également la plus grande partie de l'ordre du jour

de « BFM Story », l'émission de la fin d'après-midi. Celle-ci est rythmée par le commentaire et la répétition à l'envi de plusieurs éléments de la communication gouvernementale: le nombre de policiers et de gendarmes déployés dans le pays et plus spécifiquement dans la capitale, mais aussi le « changement de stratégie » pour le maintien de l'ordre pendant les manifestations parisiennes du samedi. Sans oublier les véhicules blindés dans la capitale, véritables stars du week-end sur la chaîne d'information en continu.

Ce sont ici le présentateur Thomas Misrachi et la correspondante police-justice de la chaîne, Cécile Ollivier, qui assurent le service avant-vente du dispositif policier. Avec parfois une familiarité déroutante: alors que Cécile Ollivier détaille les caractéristiques des fameux blindés ou VBRG (véhicule blindé à roues de la gendarmerie) et revient sur les déclarations de Castaner qui, assure-t-elle, « s'est senti obligé de préciser que ce n'était pas des tanks, ce n'était pas l'armée, mais ça a déjà été utilisé dans la ZAD de Notre-Dame-des-Landes », Thomas Misrachi l'interrompt en connaisseur: ce ne sont pas des tanks, mais « ça ressemble évidemment aux VAB [Véhicule de l'avant blindé] qui sont utilisés dans l'armée ». Tout est plus clair. À l'écran, les images de blindés en action à Notre-Dame-des-Landes ou en entraînement avec des militaires tournent en boucle.

Dans le droit fil de la communication officielle, on nous assure que la semaine précédente, « Paris a été mis à sac » et qu'il ne faut donc plus prévoir une « manifestation classique » mais bien craindre une « émeute ». Le recours aux blindés, commenté en long et en large, devient alors non seulement le symbole de la « mobilisation » des autorités, mais témoigne également de l'ampleur de la menace qui est anticipée. Jérôme Poirot, présenté comme ex-adjoint du coordonnateur national du renseignement et auteur du *Dictionnaire du renseignement*, est d'ailleurs là pour le rappeler: « Il faut adapter la riposte à la menace. La menace est très élevée. » Et que l'on se rassure: les blindés « sont adaptés au niveau de menace qui a été évalué pour demain ».



Mais les journalistes et les invités en plateau ne se limitent pas à légitimer le dispositif matériel mis en place pour le lendemain. Ils s'emploient, pendant les deux heures que dure l'émission, à reprendre et à justifier ledit « *changement de stratégie* » des forces de l'ordre. D'abord en martelant que les policiers et les gendarmes suivront « *le mot d'ordre [qui] est de faire un dispositif qui soit beaucoup plus mobile, beaucoup plus réactif* ». Ensuite en présentant ce qui apparaît comme le résultat de cette mobilité accrue des forces de l'ordre: il s'agira le lendemain, nous explique Cécile Ollivier, « *d'aller au contact, d'aller chercher, extraire les casseurs, les séparer du reste de la foule et de faire des interpellations* ».

La journaliste s'appuie ainsi sur la communication gouvernementale pour annoncer que « *des interpellations massives sont à attendre* ». Et de fait, les interpellations furent « *massives* » au cours de cet « *acte IV* »... mais également contestées par des avocats, notamment pour leur caractère préventif et irrégulier. Un aspect qui ne semble pas poser problème à Thomas Misrachi, persuadé d'anticiper les attentes (forcément sécuritaires) des téléspectateurs:

— Thomas Misrachi: *Une question toute bête que peut-être nos téléspectateurs se posent: le ministre annonce des violences pour demain, n'y a-t-il pas moyen de prévenir plutôt que de guérir? C'est-à-dire d'identifier les fauteurs de trouble et de les interpellier, ou de les canaliser avant qu'ils ne passent à l'acte? [On voit et on entend une élue LR du XVI<sup>e</sup> arrondissement présente en plateau répondre: « Bien sûr! »]*

— Jérôme Poirot: *Ah! Le ministre n'a pas dévoilé toutes ses cartes, mais il est vraisemblable qu'en amont il y ait un certain nombre de choses qui soient faites pour éviter qu'un certain nombre d'individus dangereux soient présents à Paris demain.*  
 — Cécile Ollivier: *Il y a eu des interpellations déjà hein, il y a eu 6 interpellations entre hier et aujourd'hui [...] des gens qui ont été identifiés comme ayant participé aux violences de la semaine dernière, parce que la police a beaucoup travaillé notamment avec la vidéosurveillance et donc ces personnes ont été placées en garde à vue pour association de malfaiteurs en vue de commettre un délit. Christophe Castaner a également parlé de quelqu'un qui aurait été interpellé parce qu'il appelait sur Facebook à tuer des policiers, à faire tomber la République, on a trouvé chez lui deux armes de poing [...] et puis il y a toutes les personnes qui sont passées en comparution immédiate cette semaine pour avoir participé... [elle lève les yeux au ciel] alors à des degrés divers hein, certaines s'étaient simplement rendues à la manifestation, mais en tout cas elles ont toutes été condamnées à une interdiction de paraître à Paris pendant un an. Après j'ai envie de vous dire, c'est pas la police qui peut tout dans cette affaire, hein c'est... elle ne fait qu'écopier le bateau!*

Rendons grâce à nos sages forces de police qui mettent tout en œuvre pour « *prévenir plutôt que guérir* », tout en écopant le bateau! Les personnes passées en comparution immédiate pour s'être « *simplement rendues à la manifestation* », et qui se sont retrouvées interdites de « *paraître à Paris*

*pendant un an* » apprécieront le grand cas que l'on fait de leur sort...

Dans la table ronde qui suit, on croise quelques éditorialistes parmi lesquels Alexandre Devecchio, jamais avare d'analyses fantasques. Ce soir-là, sa performance consiste à fustiger pêle-mêle et en un temps record la « *très grande violence dans ce pays depuis des années* » qu'il situe bien entendu « *dans certains quartiers* », accrochant au passage le fait de « *légiférer sur la fessée* », « *l'invention de nouvelles taxes* », les « *casseurs professionnels* » et les « *racailles* » qui viendraient « *s'agréger aux gilets jaunes* ».

Après cet intermède halluciné, retour au sujet principal, qui n'est visiblement pas encore épuisé: Thomas Misrachi demande au général Bertrand Cavallier, présenté comme un ancien commandant du centre d'entraînement des forces de gendarmerie, de donner son avis sur le « *changement de stratégie* » des forces de l'ordre. Ce qu'il fait, en justifiant sans surprise les éléments annoncés par le gouvernement. Mais comme un bonheur n'arrive jamais seul, il assortit son commentaire de quelques conseils pour « *les médias* ». Le dispositif policier de l'« *acte III* » des gilets jaunes, dit-il, « *n'était pas assez réactif* ». Et il ajoute: « *Il faut dire aussi que quand les dispositifs sont trop réactifs, l'opinion publique, les médias parfois peuvent s'émouvoir. D'ailleurs, s'agissant des médias, il faudra bien contextualiser demain les interpellations: il va y avoir demain des actions qui seront dynamiques, offensives, donc avec des prises d'images. Ces prises d'images peuvent après donner lieu à des interprétations, donc il faut savoir ce que l'on veut. En l'occurrence, tout le monde veut que les violences*

cessent. Ce sont les conditions au retour à la normale, à l'exercice d'un bon fonctionnement de la démocratie. Donc demain les actions, il y aura des actions d'interpellation [...] dans le cadre de la loi, toujours très graduées s'agissant de l'emploi de la force. »

Sous les contorsions langagières, un conseil amical se fait entendre: médias, soyez aux ordres, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs — ni du maintien de l'ordre sans casser « *graduellement* » quelques manifestants... Cette intervention expose bien la force prescriptive du discours suscité et nourri par le cadrage de l'émission — et, soulignons-le, les représentants des forces de l'ordre, parfois même en uniforme, n'ont pas manqué sur les plateaux de télé ces dernières semaines. Le général annonce en effet — et concède, d'une certaine manière — qu'il y aura des « *prises d'image* » sur les actions des forces de l'ordre, et dans le même temps il s'efforce d'en désamorcer par avance toute critique. Ou plutôt: il délègue toute critique des agissements des forces de l'ordre qui prendrait appui sur ces images. Le travail des médias, dit-il, doit être de « *contextualiser* » les interpellations sans céder à l'émotion ni à l'interprétation — « *contextualiser* » n'étant ici qu'une autre manière de « *rappeler la communication officielle* » justifiant et soutenant *a priori* toute intervention des forces de l'ordre.

Plus tard dans la soirée, dans « BFM Week-end », c'est toujours la même petite musique qui se joue sur le plateau. Et lorsque la présentatrice s'interroge sur une possible dramatisation de la situation par le gouvernement, « l'expert » du plateau, issu d'un institut droitier, s'empresse de la justifier: « *Il y a dramatisation parce que le risque n'est pas nul.* » Et de poursuivre, avec une édifiante expertise vestimentaire: « *Nous l'avons vu deux samedis de suite, cachés derrière des gilets jaunes [...] des chemises noires, des chemises brunes, des chemises rouges qui veulent faire la révolution et qui ne veulent pas une évolution du pays.* »

L'expert, enfin, semble hésiter à enfile son treillis: « *Donc à des actes révolutionnaires, que peut-on opposer? Des prières gentilles, des suppliques du président de la République? Non, il faut envoyer la trou... il faut envoyer le gendarme, bien sûr!* » Et lorsqu'un gilet jaune de l'Essonne, présent sur le plateau, fait mine d'évoquer son expérience de la violence de la police lors de précédentes manifestations, la présentatrice s'empresse de la justifier (« *mais parce que des casseurs s'étaient mêlés à vous?* ») ou de lui adresser la traditionnelle injonction à condamner les violences... des manifestants (« *Attendez, est-ce que vous dénoncez la violence de certaines personnes qui mettent un gilet jaune et qui vont à l'affrontement des forces de l'ordre?* »).

Après 23h30, c'est un « *spécialiste des questions de sécurité* » qui livre une expertise ébouriffante sur le profil des casseurs: « *des gilets jaunes radicalisés, des ultras de l'ultradroite et de l'ultragauche et un certain nombre d'individus qui viennent plutôt de banlieue pour du pillage* ». Et l'expert d'espérer « *à titre personnel* » que les gilets jaunes ne monteront pas sur Paris. Le plateau n'en a pas fini de frissonner, puisqu'on apprend



l'existence « *d'un certain nombre d'appels qui ont été lancés sur les réseaux sociaux, y compris d'organisations terroristes, en l'occurrence l'État islamique qui appelle à taper demain* ». On espère tout de même que les gilets jaunes ne vont pas prêter allégeance à Daech. Plus classiquement, l'expert vante le déploiement « *massif* » des forces de sécurité et les dispositifs « *plus répressifs* » pour conclure avec satisfaction: « *On est complètement prêts à faire face.* » BFM-TV et policiers, même combat?

\*\*\*

Comme le note un commentateur sur le plateau même de BFM-TV, la communication alarmiste du gouvernement sur les manifestations prévues le 8 décembre a vocation à justifier par avance une répression d'ampleur, mais aussi à dissuader un maximum de manifestants de se rendre dans les manifestations. Or, force est de constater que les chaînes d'information en continu, la veille de la manifestation du 8 décembre, ont largement joué le jeu des autorités. En remâchant les éléments de langage policier, en donnant du crédit aux outrances de la communication gouvernementale (comme lorsqu'elle évoque des manifestants venant pour « *tuer* »), elles ont contribué à construire, avec le gouvernement, un récit anxiogène autour des mobilisations. Et donné une belle démonstration d'un journalisme de maintien de l'ordre aux accents résolument policiers.

[1] Les différentes citations ainsi que celles qui suivent sont issues d'un article de *L'Obs* daté du 6 décembre et intitulé: « *L'Élysée craint "une très grande violence" samedi, des "moyens exceptionnels" déployés* ».

Nous lançons un appel à l'ensemble des forces politiques de la gauche de gauche, aux journalistes et à leurs syndicats, aux collectifs de journalistes précaires, aux médias alternatifs comme à l'ensemble des usagers des médias, pour contester les dérives médiatiques actuelles et penser urgemment la réappropriation démocratique des médias (des) dominants !

Le traitement médiatique des mouvements sociaux en cours, et en particulier celui des gilets jaunes, n'est hélas pas surprenant. Toutefois, la mobilisation des médias dominants en défense du pouvoir politique et des forces de répression a pris depuis quelques semaines des proportions inédites.

# FACE AUX

# DÉRIVES MÉDIATIQUES

# MOBILISONS-NOUS

## PLUS QUE JAMAIS, LES MÉDIAS DOMINANTS JOUENT LE RÔLE DE GARDIENS DE L'ORDRE ÉTABLI

Face à un mouvement s'inscrivant dans la durée, à la diversité de ses revendications, à sa popularité, et à une situation de crise politique inédite, les grands ducs et petits marquis de l'espace médiatique resserrent les rangs. Il s'agit coûte que coûte de trouver des solutions de « sortie de crise » pour préserver le gouvernement en place, afin qu'il « garde le cap » des « réformes » libérales, et surtout de défendre les institutions qui contribuent à légitimer son pouvoir comme celui des tenanciers des grands médias. Le tout dans une surenchère autoritaire qui appuie et avalise l'emploi de la force par l'État ou appelle à davantage de répression. Des objectifs parfaitement synthétisés par Bernard-Henri Lévy, éternel phare de la pensée médiatique, dans un appel résumant l'esprit qui règne parmi les chefferies éditoriales des « grandes » rédactions : « *Que Macron parle ou pas, que l'on soit d'accord avec lui ou non, qu'on soit pour ses réformes ou contre, n'a, à cet instant, aucune importance. Face à la montée en puissance des fachos, des factieux et des ennemis de la République, une seule option digne : soutien au Président Macron.* »

Née dans la foulée du mouvement social de 1995, Acrimed est une association qui dénonce les dérives d'une information trop souvent partielle et biaisée, fabriquée par des fondés de pouvoir de la classe dominante, qui ne trouvent jamais rien à redire au monde tel qu'il va. Un des objectifs de cette lutte consiste dans une transformation radicale de l'espace médiatique, qui passe notamment par l'expulsion des forces de l'argent de cet espace et par l'instauration de conditions permettant une réelle appropriation démocratique de l'expression médiatique et une information libre, indépendante et pluraliste.

**L'espace médiatique est un espace public qui appartient à tous et n'est pas marchand. Notre combat doit devenir celui de tout le monde et nous invitons les acteurs**

Si vous souhaitez connaître les suites de cet appel ou vous impliquer dans de futures actions, contactez-nous sur [contact@acrimed.org](mailto:contact@acrimed.org). N'hésitez pas à faire circuler et à traduire ce document.

**TIQUES**

**-NOUS !**

## CONTRE LES MÉDIAS DE DÉMOBILISATION SOCIALE...

Comme à l'occasion de chaque mouvement social, les chiens de garde se démultiplient et quadrillent la quasi-totalité de l'espace médiatique en décrétant ce que nous devons penser et ce dont il faut parler. Symptôme de la « grande peur » médiatique, tous les mécanismes d'ordinaire utilisés pour la préservation de l'ordre établi sont ici mobilisés à la puissance dix : suivisme vis-à-vis de la communication gouvernementale ; sommations incessantes à ne pas aller manifester ; surexposition des violences (des manifestants) ; injonctions unanimes et unilatérales à les condamner ; délégitimation des revendications sociales et de certains représentants des mobilisations, etc. Autant de rappels à l'ordre déversés de manière continue sur les chaînes d'information telles que BFM-TV, LCI ou CNews.

Si les médias dominants ne fabriquent pas l'opinion à proprement parler (la défiance qu'expriment nombre de manifestants à leur égard le prouvant suffisamment), ils contribuent, par tous ces mécanismes :

- à construire une atmosphère anxiogène ;
- à définir les revendications sociales et politiques « légitimes » et définir le cadre dans lequel ces revendications doivent s'exprimer ;
- à sélectionner et promouvoir la visibilité publique de porte-parole légitimes et de ceux qui ont le droit de s'exprimer.

Dans un tel contexte, les chefferies éditoriales se mobilisent en première ligne : chefs des services politique/justice/police, rédacteurs en chef, éditorialistes et chroniqueurs idéologues sont, de manière encore plus flagrante que d'ordinaire, de véritables militants en service commandé pour la classe dominante et ses oligarques.

Contre ceux-là, notre appel s'adresse aussi à l'ensemble des journalistes, précaires, forçats de l'information dominés par ces hiérarchies étouffantes et dont le travail se trouve souvent mutilé, détourné et saboté selon le seul bon vouloir de leurs patrons et « responsables » : combien de temps encore les tenants du système médiatique pourront-ils exercer leur pouvoir sur le dos des journalistes et en leur nom ?

C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui un appel déterminé, à l'ensemble des forces politiques de la gauche de gauche, à l'ensemble des journalistes, à leurs syndicats, aux collectifs de journalistes précaires, aux médias alternatifs comme à l'ensemble des usagers des médias à tous nous réunir urgemment. Comment ? Une grande réunion publique en janvier serait une première étape : pour mettre en commun les expériences et préoccupations des uns et des autres, et pour discuter ensemble des actions concrètes à mener afin d'exprimer et faire entendre notre refus des dérives actuelles des médias dominants.

**ne saurait en aucun cas rester la propriété de la classe dominante.  
des mouvements sociaux à s'emparer de la cause de la libération des médias.**

es initiatives, vous pouvez envoyer un message à l'adresse [acrimedinfo@gmail.com](mailto:acrimedinfo@gmail.com).  
à relayer massivement cet appel !

# L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION MÉDIATIQUE DE BENJAMIN CAUCHY

*Dès ses débuts, le mouvement des gilets jaunes s'est en partie distingué d'autres mobilisations sociales par son hostilité envers toute forme de hiérarchie et sa réticence à désigner en son sein des représentants ou des porte-parole. Une telle attitude ne fait pas du tout l'affaire des médias audiovisuels, qui conçoivent en grande partie l'information sur les mouvements sociaux sous la forme rituelle d'interviews de leurs représentants-vedettes, habitués des plateaux. Et si le mouvement social ne produit pas de tels clients, ou pas ceux qui leur conviennent, les médias se chargent eux-mêmes de rectifier le tir<sup>1</sup>, avec l'éventuelle complicité active de quelque candidat en quête de notoriété.*

*L'histoire médiatique toute récente (et pas encore terminée) de Benjamin Cauchy, « porte-parole » des gilets jaunes, illustre bien ce phénomène, qui n'est autre qu'un des « pouvoirs des médias » : celui de co-construire puis de promouvoir la visibilité publique de ceux qui seront désignés aptes et légitimes à s'exprimer « au nom de »...*

Benjamin Cauchy est partout. Dans la recension effectuée du 25 novembre au 6 décembre par le service Checknews du journal *Libération* (soit 12 jours), il apparaît en 2<sup>e</sup> position des gilets jaunes les plus médiatisés avec un total de 91 apparitions, dont 88 sur BFM-TV et parmi celles-ci, 72 rediffusions. Depuis plus d'un mois, ce cadre commercial dans les assurances est devenu, à la faveur du mouvement des gilets jaunes, une personnalité familière des auditeurs et des téléspectateurs.

## L'ÉLU DES MÉDIAS

C'est avec une clarté méritoire que Benjamin Cauchy explique lui-même, au cours d'une des multiples interviews qu'il a accordées (matinale d'Europe 1, 21 nov., avec Nikos Aliagas), les raisons de son succès médiatique.

- Céline Da Costa: *Vous recevez ce matin le porte-parole des gilets jaunes à Toulouse, Benjamin Cauchy.*
- Nikos Aliagas: *Bonjour Benjamin Cauchy.*
- Benjamin Cauchy: *Bonjour.*
- NA: *Vous êtes en direct de Toulouse ce matin, on vous présente comme l'un des porte-parole, on vous voit dans les médias, porte-parole des gilets jaunes de Haute-Garonne. Comment devient-on porte-parole? Vous avez été élu? Vous vous êtes autoproclamé? Vous avez juste pris la parole?*
- BC: *Ni l'un ni l'autre, effectivement, Monsieur Aliagas, j'ai pris la parole; vos confrères ont souhaité à plusieurs reprises me solliciter et désormais, à l'échelle nationale, nous sommes une petite poignée de porte-parole qui*

*avons été identifiés et, du coup, nous avons désormais plus de facilité vis-à-vis de vous pour porter nos revendications et la colère du peuple français.*

- NA: *J'entends, car il n'y a pas de hiérarchie officielle, il n'y a pas de procédure de désignation de représentants, mais est-ce qu'il y a un chef des gilets jaunes aujourd'hui, après six jours de manifestation<sup>2</sup>?*

Dès l'amorce du dialogue, Nikos Aliagas dévoile ainsi la seule raison de son invitation: « *On vous voit dans les médias.* » L'animateur n'a pas vérifié à l'avance si Benjamin Cauchy avait été désigné ou élu par un groupe local comme porte-parole: « *on vous présente comme...* » et « *on vous voit dans les médias* » sont visiblement deux arguments suffisants. Et Benjamin Cauchy ne s'y trompe pas, confirmant qu'il a « *pris la parole* », que des journalistes l'ont à ce titre « *sollicité* » à plusieurs reprises, qu'il est désormais « *identifié* » et que « *du coup* », cette identification est un tremplin: il aura dorénavant plus de facilité à être invité dans les médias.

Bref, il est l'élu des médias... selon une logique toute particulière: plus tu es invité, plus tu seras invité. Tu seras même intronisé porte-parole d'un mouvement qui n'a pas de porte-parole, puisque l'on répète partout que tu es un porte-parole.

## LE NON-CHOISI PAR LES GILETS JAUNES

La carrière médiatique de Benjamin Cauchy commence véritablement au lendemain de la première journée de blocage du 17 novembre, qui inaugure les actions collectives des gilets

jaunes. La veille, le 16 novembre<sup>3</sup>, il est présenté dans une interview sur France Info comme « *le porte-parole du groupe Facebook qui appelle à bloquer la ville de Toulouse dans le cadre du mouvement du 17 novembre* ». Le 18 novembre, on le retrouve sur une vidéo régionale d'un blocage. Et le 19 novembre, c'est la consécration : le voici chez Bourdin, présenté comme « *porte-parole national des gilets jaunes* » (belle et rapide promotion !), avant d'enchaîner l'après-midi du même jour, toujours sur RMC auprès d'Éric Brunet, puis, on l'a vu, chez Aliagas sur Europe 1, etc., toujours désigné comme « *porte-parole des gilets jaunes* » (nous y reviendrons).

Mais le 21 novembre, une enquête de France 3 révèle que Benjamin Cauchy est plutôt marqué politiquement : leader dans sa jeunesse du syndicat de droite UNI, ex-élu municipal UMP, suspecté d'entretenir des relations avec l'Union corporative pour la défense et l'entraide languedocienne (UCODEL), groupuscule de l'ultra droite, il est aussi encarté, selon cette enquête, au parti Debout la France, qui fut l'allié du Front national au second tour de la dernière élection présidentielle.

Cela n'empêche pas notre homme de continuer à accumuler les apparitions à l'écran les jours suivants, sans que les journalistes s'intéressent davantage à son parcours<sup>4</sup> ou daignent même faire mention, afin de situer le personnage, de l'enquête de leurs confrères de France 3<sup>5</sup>. Par exemple, Léa Salamé n'a pas jugé nécessaire de l'évoquer avant de laisser la parole à Benjamin Cauchy lors de l'« Émission spéciale gilets jaunes » de France 2, le 2 décembre<sup>6</sup>.

Las ! le 26 novembre, alors que les gilets jaunes choisissent pour la première fois des porte-parole, la candidature de Cauchy n'est pas retenue parmi les huit choisies, justement à cause de son pedigree jugé incompatible avec le mouvement, mais aussi en raison de son omniprésence dans les médias<sup>7</sup>. Ni une ni deux, il se précipite chez Yves Calvi, qui accueille à bras ouverts un Benjamin Cauchy dépité par cette décision, accusant les gilets jaunes de ne pas accorder de « *droit de cité* », dit-il, à « *des personnes qui ont des convictions politiques qui sont à droite de l'extrême gauche* » — ce qui fait tout de même du monde. Yves Calvi explose : « *Il y a un problème de démocratie au sein des gilets jaunes, dites-moi la vérité !* » Cauchy ne se fait pas prier : « *Il n'y a pas de démocratie, il n'y a pas de démocratie...* » La démocratie, c'est quand les médias le choisissent, sans doute...

### DES « CITRONS » AUX « GILETS JAUNES LIBRES »

Dans la foulée, au cours de cette interview, il annonce qu'il a créé avec d'autres un nouveau mouvement, subtilement intitulé les « Citrons<sup>8</sup> », qui ne fera pas long feu et deviendra par la suite le collectif « Les gilets jaunes libres ». Surfant sur le tir groupé médiatico-politique contre « les violences » du samedi 1<sup>er</sup> décembre, les « gilets jaunes libres » vont rapidement représenter la tendance modérée du mouvement des gilets jaunes, invitant à « *ne pas manifester [à Paris] le samedi 7 décembre* », et surtout, à « *accepter la main tendue du gouvernement* ». Il n'en fallait pas plus au JDD, hebdomadaire de Lagardère, pour publier l'appel du collectif titré « *Nous voulons être les porte-parole*

d'une colère constructive » le 2 décembre, dans lequel les signataires demandent à être reçus par le président de la République. Le Premier ministre les recevra la veille de la manifestation du 8 novembre. Une étape de plus dans ce processus de légitimation médiatique, qui contribuera à faire exister publiquement ce collectif, de coloration très droitiste, comme une tendance forte du mouvement, sans que les médias en question n'apportent jamais la preuve de sa représentativité ni de son poids réel<sup>9</sup>.



Et l'on peut dire que ce processus a porté ses fruits : s'il n'est certes pas le seul, Benjamin Cauchy multiplie depuis les passages médiatiques dans de très nombreuses télévisions, radios et journaux nationaux ou locaux<sup>10</sup>. Dernière consécration en date : il était le 15 décembre l'un des deux invités politiques de l'émission (à forte audience) « *On n'est pas couché* » sur France 2. À notre connaissance, Laurent Ruquier n'a reçu aucun autre « gilet jaune » sur son plateau que Benjamin Cauchy, qui était convié à... un dialogue avec un député LREM<sup>11</sup>.

### LA PERSONNALISATION DES LUTTES : UNE OBSESSION MÉDIATIQUE

Rabâchée au fil de ses apparitions médiatiques, l'étiquette de « porte-parole » que les médias accolent à Benjamin Cauchy a au moins deux conséquences : celle de gonfler l'importance de l'invité pour donner du crédit à ses paroles (ce que le concerné accepte volontiers, sans vaines protestations) ; et celle de personnaliser les luttes collectives. Il y a plus d'une décennie, lors des mobilisations contre le CPE en 2006, nous constatons déjà :

*En concentrant sur [quelques personnalités emblématiques] l'essentiel de leur attention, les médias dominants les font apparaître comme les seules voix légitimes de la contestation. Ce faisant, ils leur octroient finalement le privilège d'exprimer seules le sens public d'un ensemble d'actions diverses, voire éparses, conduites par des milliers — voire des centaines de milliers — de personnes, comme si*

la question de la légitimité des porte-parole devait échapper aux acteurs eux-mêmes. Ce phénomène s'explique en partie par la tendance des médias à rendre compte des mouvements sociaux de la même manière qu'ils traitent de la politique, en la réduisant à l'action des professionnels de la politique, c'est-à-dire en se focalisant quasi exclusivement sur l'activité de quelques personnes auxquels ils attribuent la fonction et l'étiquette de "leaders", et dont il s'agirait de déchiffrer les stratégies, les coups et les enjeux.

Datant de 2006, ces constats s'appliquent à la virgule près aux personnalisations médiatiques actuelles. Ajoutons que depuis le début du mouvement des « gilets jaunes », les grands médias sont en quête de « sorties de crise » et outrepassent de très loin leur rôle de journalistes en allant jusqu'à construire leurs plateaux de télévision comme des réunions de « dialogue » à l'Élysée. Cette participation active dans la structuration (et donc dans l'évolution) du mouvement nécessite des interlocuteurs jouant le rôle de « représentants officiels » : qui d'autre qu'un « porte-parole » pourrait en effet participer au « dialogue social » avec le gouvernement afin que se dessine une « sortie de crise » ?

Reçus par le Premier ministre, les "Gilets jaunes libres" attendent l'allocation de Macron



#### Des "gilets jaunes libres" portés par Jacline Mouraud prêts à négocier

Un groupe de « gilets jaunes libres » veut trouver une sortie à la crise

Ce collectif demande dans « Le 500 » l'ouverture d'états généraux de la fiscalité et l'organisation de référendums réguliers. Il sera reçu à Matignon dans la semaine.

Des "gilets jaunes" se disent "prêts à discuter" et appellent à une "sortie de crise"

France : "Les Gilets jaunes libres" appellent à un "électrochoc politique"

Menacés, plusieurs "gilets jaunes libres" ne voulaient déjà plus se rendre à Matignon

Les «Gilets jaunes libres» appellent à ne pas manifester à Paris : «un traquenard» du pouvoir

Et il se trouve que dans ce grand jeu, Benjamin Cauchy était le parfait candidat. On aura par exemple entendu des intervieweurs demander à leurs invités s'ils étaient des gilets jaunes « raisonnables » (entendez modérés). « Raisonnable », Benjamin Cauchy l'est, assurément.

Et même plus... il est le client médiatique par excellence : disponible à toute heure, verbe facile, habitué des plateaux, modéré sur le fond, prompt à dénoncer spontanément, avant même qu'on le lui demande, « les violences », empressé au dialogue et aux négociations avec le gouvernement, prêt à dénoncer les dérives jusqu'au-boutistes d'autres gilets jaunes, et, *last but not least*, favorable à « se structurer », ce qu'il n'a pas manqué de faire très vite, comme nous l'avons vu, et qui n'est évidemment pas passé inaperçu auprès des grands médias...

\*\*\*

Le positionnement de Cauchy comme ses « qualités » de « bon client » pour plateau télévisé répondent idéalement aux besoins et aux contraintes — professionnels et sans doute aussi idéologiques — des chefferies éditoriales. Évidemment, la tendance modérée, dont Benjamin Cauchy est désormais un fer de lance (mais non le seul), a toutes les faveurs des éditorialistes qui ne cessent d'invectiver les « casseurs » et d'appeler au retour à l'ordre. Les invitations et les commentaires fusent pour les « Gilets jaunes libres », mis en relief par leur rencontre avec le chef du gouvernement, qui ne demandait pas mieux que de mettre en avant ceux qui souhaitent collaborer avec lui.

Le jeu a donc changé : dans un premier temps, et à la faveur d'un mouvement social de grande ampleur et quelque peu désordonné, Benjamin Cauchy a pu se faire passer, par médias interposés, pour un porte-parole de la nébuleuse des gilets jaunes. Dans un deuxième temps, désavoué par le mouvement, il s'y est opposé en créant son propre collectif, les « Gilets jaunes libres » dont il est assurément un représentant légitime, même si la représentativité du collectif lui-même semble problématique<sup>12</sup>. Il s'est ainsi émancipé de sa condition précaire de pure créature médiatique pour devenir un interlocuteur breveté. Mais déjà, selon *Libération*, les Gilets jaunes libres se déchirent entre eux et leur existence est menacée. Que va devenir Benjamin Cauchy ? Selon l'article de *Libération*, il envisagerait une (seconde) carrière politique : « *Et une vie dans la politique, y pense-t-il ? "C'est une option que je n'exclus pas"* », a-t-il répondu. On s'en serait douté.

[1] En choisissant par exemple Olivier Besancenot en lieu et place de Philippe Poutou. Voir aussi le film de Damien Doignon, « José Bové ou le cirque médiatique », où des journalistes s'obstinent à s'adresser à José Bové alors que la Confédération paysanne a choisi d'autres porte-parole.

[2] On appréciera la logique de la question, à savoir s'il y a un chef dans un mouvement sans hiérarchie.

[3] Nous n'avons pas cherché en-deçà.

[4] Par exemple : 21 nov. (actu-fr Occitanie), 23 nov. (BFM-TV), 25 nov. (20 Minutes), 26 nov. (BFM encore et toujours, « 24h Pujadas » sur LCI, mais aussi des apparitions dans les JT de TF1 et de France 2).

[5] Notons que Benjamin Cauchy a démenti les faits rapportés par l'enquête de France 3 sur le plateau des « Grandes Gueules » le 23 novembre, et menacé de déposer une plainte en diffamation contre la chaîne.

[6] Mais toutes les sympathies partisans ne sont pas logées à la même enseigne dans les grands médias : comme on l'a vu, Bruno Jeudy n'hésite pas à qualifier Christophe Couderc de « faux gilet jaune » en l'accusant de « parler comme un militant politique » dès lors que son discours et ses revendications outrepassent la bienséance politique.

[7] « *Sur le terrain, Benjamin Cauchy était contesté depuis plusieurs jours, certains lui reprochant d'être trop attiré par les sirènes médiatiques. Depuis dix jours, on l'avait vu sur de nombreuses radios et télé nationales et régionales...* » (actu.fr-Toulouse, 26 nov.). Tiens donc !

[8] « *Les Citrons parce qu'on en a marre d'être pressés, parce qu'on est jaunes et que nous, on n'a pas envie de pépins.* »

[9] Créé par Benjamin Cauchy et deux autres gilets jaunes historiques, Jacline Mouraud et Cédric Guémy, le collectif des Gilets jaunes libres est composé des dix signataires de l'appel diffusé par le *JDD*. Un article d'Arrêt sur images (2 déc.) revient sur l'homogénéité très droitière, voire d'extrême-droite, de ces signataires.

[10] Tant et si bien qu'il est quasiment impossible pour notre association (sans outils appropriés) d'en faire une recension exhaustive.

[11] Précisons que si Ruquier prétend au cours de l'émission « *avoir le dossier [politique]* » de Benjamin Cauchy, l'animateur ne prendra jamais la peine d'ouvrir ledit dossier...

[12] Ainsi, le 26 novembre, Cauchy annonçait à Yves Calvi la création des « Citrons » parce que les gilets jaunes ne sont « *pas démocratiques* », le 11 décembre, au même Calvi qui lui demande : « *...vous faites partie d'une scission des gilets jaunes qui s'intitule désormais Gilets jaunes libres* », il répond tout autre chose, voire l'inverse : « *La scission, c'est une vue de l'esprit, je dirais plutôt que nous sommes complémentaires.* » Douterait-il de la représentativité des Gilets jaunes libres ?

# HUMILIATIONS DE LYCÉENS : BARBIER ET GIESBERT APPRÉCIENT

*Jeudi 6 décembre, la police intervient dans de nombreux lycées mobilisés dans le cadre d'un vaste mouvement national lycéen concernant plus de 300 établissements. Bilan : plus de 700 interpellations de lycéens dans toute la France et de nombreux blessés. Dans un lycée de Mantes-la-Jolie, les policiers ont procédé à une interpellation collective de 148 lycéens. Les humiliations subies par ces derniers ont été documentées par plusieurs vidéos les montrant alignés contre un mur, agenouillés avec les mains derrière le dos ou derrière la tête.*

*Ces images ont largement circulé sur les réseaux sociaux dans la journée de jeudi; elles n'ont été reprises que tardivement dans les grands médias. Et si de nombreux journalistes se sont émus de ces comportements policiers, d'autres les ont démentis ou relativisés. Il s'en est même trouvé, parmi les sommités de la profession, pour les approuver et les justifier.*

La vidéo fait rapidement le tour des réseaux sociaux. Il faut cependant attendre jusque tard le soir pour que cette vidéo soit reprise par un grand média, en l'occurrence à 23 h 30 sur le site du *Monde*.

L'authenticité de la vidéo est attestée par un article sur la page Checknews du site de *Libération*, publié peu avant une heure du matin. La vidéo avait déjà été authentifiée par l'AFP le jour même à 21 h 45<sup>1</sup>, comme en témoigne cette série de tweets :

Le même soir, sur le plateau de l'émission « Grand Angle » animée par Bruce Toussaint, alors que la députée de la France insoumise Danièle Obono évoque des images « glaçantes », la députée LREM Cendra Motin lui reproche de véhiculer des *fake news*. Danièle Obono s'en défend, avant d'être à nouveau contredite par Cendra Motin :

- Danièle Obono : *On a vu, ce n'est pas une fake news, ça a été certifié par des journalistes, des images que je trouve absolument glaçantes, tout le monde s'en est ému.*
- Cendra Motin : *Lisez l'AFP, ils ont complètement démonté votre tweet, c'était juste une fake news, pour le coup, donc regardez bien, je vous le dis, AFP. Regardez !*

On aurait pu s'attendre à ce que l'animateur de l'émission, un tant soit peu informé sur un événement s'étant déroulé dans la journée, intervienne pour rétablir les faits. Au contraire, Bruce Toussaint rebondit sur cet échange pour clore l'émission en évoquant... les nombreuses *fake news* diffusées parmi les gilets jaunes. Le tout sans commenter les propos de



la députée LREM, ni pointer la double *fake news* qu'elle vient de faire courir sans sourciller sur son plateau au sujet de l'interpellation des lycéens de Mantes-la-Jolie.

La vidéo sera finalement diffusée plus largement dans la plupart des grands médias au matin du vendredi 7 décembre. Et si les images ne sont plus démenties cette fois, elles sont relativisées sur plusieurs plateaux. À commencer par le plateau matinal d'Audrey Crespo-Mara sur LCI rassemblant, entre autres invités, Nadine Morano députée européenne LR, le secrétaire général d'Alternative Police CFDT, Franz-Olivier Giesbert, un gilet jaune, ou encore un lycéen, vice-président de la FIDL. De brefs extraits de l'interpellation sont diffusés, suivis immédiatement par le commentaire du



ministre de l'Intérieur qui décrit « une procédure classique » dans le cadre de « violences urbaines ». Lorsque le lycéen prend la parole pour dénoncer ce discours et la répression policière des mobilisations lycéennes, il est pris à partie à plusieurs reprises par l'ensemble des intervenants, et en particulier par Franz-Olivier Giesbert, dont on retiendra ces propos tout en finesse :

- » Arrêtez, il y a pas de blessés là, il y a pas de blessés! Ils auraient pu être massacrés, il n'y a pas de blessés! C'est pas parce que c'est des lycéens qu'ils ont le droit de faire n'importe quoi!
- » Vous foutez le feu, ça sert à quoi de foutre le feu? En quoi ça fait avancer vos revendications?
- » Il y a beaucoup de lycéens aussi qui veulent rentrer dans l'établissement pour suivre les cours, et qui ne peuvent pas rentrer parce qu'il y a les blocages! Ça c'est la réalité! Où est la démocratie? Ils veulent travailler! Ils veulent passer le bac!
- » Comme la CGT vous faites pareil! Vous êtes des vieux! Vous êtes des vieux! [rires de Nadine Morano] Vous êtes vieux dans votre tête! L'ancien monde... l'ancien monde...

L'intervention de Thierry Moreau, chroniqueur médias de LCI et ex-chroniqueur dans l'émission de Cyril Hanouna, est à l'avenant : « Là, ça a pacifié la situation, de prendre cette décision, secure, en mettant les gens à terre, pendant un temps, le temps d'y voir clair. C'est une façon de sécuriser tout ça. » Un indicateur de l'ambiance du plateau, largement acquis au représentant de la police qui a l'occasion de s'expliquer pendant de longues minutes, alors que Nadine Morano moque « les gavroches de la République » et se réjouit de voir les lycéens interpellés plutôt « qu'il y ait des morts ». Le plateau, véritable calvaire pour le représentant lycéen, seul contre tous, devient rapidement un tribunal pour lycéens interpellés.

POLICE, ÉDITOCRATIE UNANIMES :



BFM-TV n'est pas en reste. Christophe Barbier, sur le plateau matinal de la chaîne, adresse un satisfecit à l'action des policiers : « On inter-pelle, on neutralise tout de suite, on ne laisse pas les lycées trop occupés, on ne laisse pas les mouvements lycéens se zadifier [sic] », s'enthousiasme l'adjutant éditorialiste. Et de justifier les images des lycéens brimés : « Ce qui s'est passé, c'est tout à fait normal, et c'est même pour protéger les lycéens qu'il faut comme ça les traiter. » Pas d'humiliation ni de violences donc, les policiers ayant au contraire agi... dans le souci premier du bien-être des lycéens ; pour « qu'ils ne restent pas debout, qu'ils ne soient pas exposés aux intempéries » ou encore pour « qu'il n'y ait pas des mouvements de foule si on les laisse en groupe ». Et ces ingrats ne leur ont même pas dit merci ?

Barbier finit de relativiser ces humiliations par une comparaison... étonnante : « On a passé depuis cinquante ans les manifestations lycéennes successives à entendre "CRS, SS", personne ne s'en est vraiment offusqué. Alors là, il faut vraiment être cœur d'artichaut et bien-pensant pour s'offusquer de ce qui s'est passé à Mantes-la-Jolie. » Que faut-il comprendre ? Qu'on serait bien incon-séquent de se plaindre de voir enfin des CRS à la hauteur de leur réputation ? On n'ose y croire...

\*\*\*

Les violences font l'objet d'un traitement média-tique à deux vitesses, en particulier depuis la manifestation de samedi 1<sup>er</sup> décembre. Celles subies par les lycéens de Mantes-la-Jolie au cours de leur interpellation illustrent bien cette disproportion : si les médias dominants surexposent les violences des manifestants, les images de violences policières sont diffusées au compte-gouttes. Et quand ces dernières circulent, certains éditorialistes s'efforcent de les minimiser, voire d'en retourner l'interprétation en faveur... de la police. Un journalisme de préfecture qui prend ces derniers temps des accents orwelliens : dans le monde des édito-crates de « la presse libre<sup>2</sup> » : réprimer, c'est protéger.

[1] Et non 12h45, heure californienne à laquelle s'affiche le tweet.

[2] Sur BFM-TV, après avoir sous-entendu qu'Olivier Besancenot tirait profit de ces images (« Heureusement que vous les avez ces images dites-moi, vous vous en servez, vous les utilisez non ? »), Jean-Jacques Bourdin pavanait : « [Les images] sont passées oui, parce que la presse est libre, voilà pourquoi elles sont passées ! »

# VOILE MÉDIATIQUE SUR LES VIOLENCES POLICIÈRES

*Lundi 17 décembre, Amnesty International publiait une enquête dénonçant « le recours excessif à la force par des policiers » pendant les manifestations des gilets jaunes, comprenant de nombreux témoignages de victimes et de secouristes, mais aussi de photographes et de journalistes. L'ONG s'inquiète du nombre de blessés très élevé (1 407 manifestants, dont 46 grièvement selon les chiffres officiels), et de l'absence de toute réaction ou de remise en cause de la part des autorités face à un tel bilan. Cette enquête a fait l'objet d'une couverture médiatique quasi nulle, qui témoigne du désintérêt des grands médias vis-à-vis des violences en manifestation... lorsqu'elles sont commises par la police.*

C'est peu dire que l'enquête d'Amnesty International sur les violences policières a eu mauvaise presse. Publiée lundi 17 décembre, elle a fait l'objet de trois brèves le jour même (sur les sites de *Libération*, de RT France et de Reporterre) et trois le lendemain (sur les sites de LCI, France Info et de Linfo.re). Et c'est tout (du moins à l'heure où cet article a été écrit). Mention spéciale pour LCI, qui accompagne l'articulet dédié à l'enquête d'Amnesty d'un extrait vidéo plein d'à-propos... intitulé « Comment la police a gagné en efficacité ». Comme son titre l'indique, ce sujet (tiré du JT de 20h du samedi 8 décembre) détaille et justifie le dispositif répressif mis en place le jour même, et qui a conduit à plus de 1 000 interpellations et plus de 200 blessés (soit un sixième du total des blessés sur l'ensemble du mouvement). On attend toujours le sujet du 20h consacré à l'enquête d'Amnesty.

## « MUTISME » DE LA PRESSE SUR LES VIOLENCES POLICIÈRES ?

Un article de la rubrique Checknews sur le site de *Libération* revient sur l'absence de couverture médiatique de l'enquête d'Amnesty International. L'auteur commence par botter en touche pour ce qui concerne les autres



médias (« Nous ne pouvons répondre à la question du choix éditorial pour l'ensemble des rédactions »). S'agissant de *Libération*, l'auteur fait valoir que le quotidien a déjà « largement » écrit sur les violences policières (2 articles dans le journal papier, 1 sur le site, et 4 dans la rubrique Checknews). En tout, cinq articles sur des vidéos de violences policières; un article avec des témoignages de trois victimes; et un dernier sur un appel d'avocats pour interdire les grenades lacrymogènes instantanées (GLI). Une couverture qui n'est certes pas nulle. Justifie-t-elle de passer à la trappe l'alerte d'Amnesty International? Est-elle à la hauteur de l'ampleur nouvelle de la brutalité de la répression policière,

dénoncée par un article de Bastamag le 10 décembre, à l'origine d'un décès, d'un coma et de nombreuses mutilations? Cela se discute<sup>1</sup>...

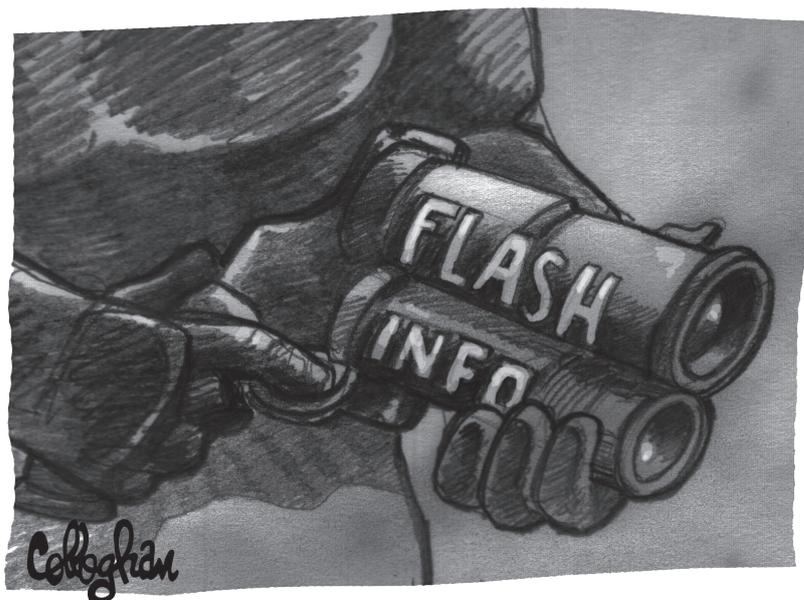
Quoi qu'il en soit, la couverture des violences policières par *Libération* reste largement plus fournie que celle du *Parisien*, qui préfère à son habitude jouer la partition de la préfecture. Elle est également plus consistante que celle du *Monde*, comme en témoigne le grand vide de la rubrique « violences policières » du site du quotidien. Dans le « live » du *Monde* dédié à la manifestation du 8 décembre, un lecteur interroge le journal sur son « mutisme » s'agissant des violences policières.

Le journaliste s'en défend et avance une sélection de... trois contenus: la vidéo de l'interpellation des lycéens de Mantes-la-Jolie (republiée sur le site); un article évoquant l'appel des avocats sur les grenades GLI; et un article intitulé « gilets jaunes, un casse-tête pour le maintien de l'ordre » où il n'est question nulle part de violences policières<sup>2</sup>. En tout donc, pas plus de quatre ou cinq contenus sont dédiés à la question des violences policières depuis le début du mouvement des gilets jaunes sur le site du *Monde*. Un bilan plus que familiale... Et pourtant, ce n'est pas le matériau qui manque. Le journaliste David Dufresne s'est attaché à répertorier et à vérifier les signalements de dérives et de violences policières depuis le début du mouvement. Fin décembre, il en dénombre plus de 200.

### CHAÎNES D'INFO DE PRÉFECTURE

Sur les chaînes d'information en continu, c'est encore une autre affaire. Nous avons déjà évoqué la mobilisation des éditeurs et des experts quadrillant les plateaux télévisés pour livrer leur discours répressif et sécuritaire, rejeter la responsabilité des violences sur les manifestants — et relativiser, sinon justifier, celles commises par des policiers, comme dans le cas des lycéens de Mantes-la-Jolie. Un article de Checknews relate un autre épisode significatif. Le dimanche 9 décembre sur BFM-TV, un gilet jaune interpelle l'animateur Bruce Toussaint sur l'absence de couverture médiatique des violences policières par les chaînes d'info en continu. L'animateur le coupe pour s'en expliquer. Il y aurait, selon lui, des règles qui interdiraient de montrer à la télévision « des personnes menottées » ou encore « des violences physiques sur une personne ». Ce qui est faux, s'agissant de la diffusion d'images de violences physiques, comme le rappelle l'article de Checknews.

L'article rapporte également les directives données par la directrice de la rédaction de BFM-TV à ses équipes, leur demandant d'éviter de diffuser en direct des images de violences contre les personnes (de la part de manifestants comme de la police) afin « de ne pas être accusé d'indécence ou de complaisance ». Hors direct, ce choix éditorial n'avait pourtant pas



empêché, par le passé, de diffuser des images de violences policières, comme le note l'article... « L'excuse » de Bruce Toussaint ne tient donc pas. On peut donc proposer d'autres hypothèses pour expliquer le quasi-mutisme de BFM-TV s'agissant des violences policières. Comme celle, par exemple, d'un choix éditorial délibéré, perceptible dans de nombreuses émissions, qui consiste à adopter systématiquement un point de vue policier sans recul par rapport à la communication gouvernementale...

Notons cependant que tous les journalistes de télévision ne partagent heureusement pas les scrupules de Bruce Toussaint s'agissant des violences policières. Le 13 décembre, France 2 a diffusé un numéro d'« Envoyé spécial » à propos de la surenchère de la violence qui revient notamment particulièrement sur les violences policières, avec des témoignages édifiants de manifestants blessés lors de précédentes manifestations.

\*\*\*

Après ce rapide tour d'horizon du traitement des violences policières dans les médias, le faible retentissement du rapport d'Amnesty International sur les violences policières n'est pas vraiment une surprise. Le précédent rapport, publié l'année dernière, avait d'ailleurs déjà fait l'objet d'une couverture discutable, comme nous l'avions alors souligné<sup>3</sup>. Tout se passe comme si l'ampleur croissante des violences

policières était inversement proportionnelle à l'intérêt qu'elles suscitent dans les grands médias; alors même que les violences des manifestants y sont scrutées, commentées, dénoncées à longueur de journée. Cette couverture à géométrie variable des violences témoigne une fois de plus d'une tendance médiatique lourde que nous avons pu observer pendant les mobilisations sociales de décembre: celle de l'emprise des réflexes et des mécanismes du journalisme de préfecture, dans la presse comme dans les chaînes d'info en continu, ou encore dans les péroraisons des éditeurs.

[1] Et pour apporter des éléments à la discussion, d'autres articles de *Libération* sur les violences policières lors du mouvement des gilets jaunes nous ont été signalés après publication: « Gilets jaunes: à Paris, une utilisation historique des armes du maintien de l'ordre » (3 déc.); « Comment la jeunesse de Mantes a été mise à genoux » (11 déc.); « Face aux lycéens, des policiers sans expérience de maintien de l'ordre » (11 déc.); « Lanceurs de balles de défense: Beauvau en recommande 1 280 » (26 déc.). On nous signale également que *Libération* a eu l'occasion, par le passé, de citer le travail d'Amnesty sur les violences policières (comme au sujet de la mort d'Adama Traoré ou de l'usage des grenades de désencerclement).

[2] À noter que deux articles ont été consacrés, depuis, aux plaintes des gilets jaunes et de photographes et journalistes suite à la manifestation du 8 décembre.

[3] À lire sur notre site: « À propos d'un rapport d'Amnesty: médias et violences policières » (14 juin 2017).

# VOUS AVEZ DIT « RAISONNABLES » ?

*À partir des violences qui ont émaillé la journée du samedi 1<sup>er</sup> décembre, les éditorialistes n'ont plus qu'une directive à la bouche: le retour à l'ordre et à l'autorité. À travers leurs choix éditoriaux ou les appels à ne pas aller manifester, les commentateurs en vue contribuent à construire une atmosphère de peur. Ils accréditent un point de vue policier: toute violence de l'État serait par nature et en toutes circonstances légitime, et donc incontestable, d'autant plus qu'elle serait en l'occurrence exclusivement défensive. Certains vont même jusqu'à annoncer par avance les violences à venir, pour mieux en attribuer l'entière responsabilité aux manifestants. S'ils ne manquent jamais d'interroger le caractère « raisonnable » des manifestants, on peut légitimement leur retourner la question: les éditocrates sont-ils raisonnables?*

Depuis les dernières manifestations des gilets jaunes, les éditorialistes sont unanimes: les prochaines manifestations, ainsi que leurs organisateurs, sont « irresponsables ». Le 5 décembre, sur le plateau d'Alain Marschall au « 20h politique » de BFM-TV, les éditorialistes en plateau (Thierry Arnaud, Ruth Elkrief et Laurent Neumann) rendent même par avance les possibles victimes de violences... victimes de leur sort (forcément coupables puisqu'elles avaient été prévenues) et légitimement par avance de potentielles violences policières. Après avoir diffusé « l'appel au calme » de Christophe Castaner, qu'Olivier Marschall reprend à son compte en le rebaptisant « appel à la raison », Laurent Neumann s'insurge: « [Le retard des annonces gouvernementales] déclenche de l'inconscience [...] de la part de ceux qui continuent, malgré ce qui s'est passé le week-end dernier, à appeler à une mobilisation qui a toutes les chances de dégénérer. Et ce n'est pas moi qui le dis avec ma boule de cristal, c'est ce que nous disent tous les responsables policiers que nous rencontrons dans ou hors de cette maison. »

Et Laurent Neumann, qui est particulièrement bien informé puisqu'il est informé par la police, tient à le faire savoir: « Je crois qu'il faut aussi dire la vérité sur le mouvement des gilets jaunes. À la base, ce mouvement est extrêmement

sympathique [...] mais il faut dire aussi [qu'il] est travaillé de l'intérieur par une minorité de gens qui souhaitent que cette situation aille au chaos, à une forme d'insurrection, qui conduise elle-même à une forme de renversement du pouvoir et au-delà du système démocratique, de notre représentation, il faut tout dire dans cette histoire. »

« Tout dire » ou dire toujours la même chose? Et entre « tout dire » et « tout comprendre », il y a un pas que Laurent Neumann... ne franchit pas: « Un certain nombre de gens qui se prétendent modérés sont incapables sur les plateaux de télévision d'appeler tout simplement au calme. Et quand vous dites à des gilets jaunes dits "modérés", je mets les guillemets, que la manifestation de samedi, au-delà de la mobilisation légitime, présente un danger léthal pour les gens, il n'y a pas de réponse en face. La réponse que l'on vous fait c'est: "le gouvernement n'a pas su y répondre" ou, autre réponse: "La colère est telle qu'il n'est pas illégitime qu'elle se transforme en violence." Voilà ce que l'on entend de la part d'un certain nombre de gens, et il faut le dire, c'est aussi une forme d'irresponsabilité, parce que le risque c'est que, samedi soir, on soit réunis sur les plateaux de télévision pour compter les blessés et peut-être le nombre de décès. [Ruth Elkrief: Et peut-être pire] »

Pour l'éditorialiste, la chose est entendue: d'éventuels blessés ou morts relèveraient nécessairement de la responsabilité des organisateurs ou des manifestants qui n'auraient pas daigné « appeler au calme ». Pas question ici de changer de focale, d'essayer de comprendre la poussée des violences chez les manifestants, ou encore d'appeler d'autres responsables — les responsables politiques ou policiers — au calme. Ruth Elkrief corrobore:

*On est dans une forme de danger et d'irresponsabilité, y compris des partis d'opposition qui n'appellent pas au calme clairement, et qui n'appellent pas les gilets jaunes qui peut-être [sont] ivres de ce nouveau pouvoir de prise de parole, ce qu'on peut comprendre! [...] On voit bien qu'ils peuvent les envoyer ce samedi, à quelque chose qui peut être dramatique. Et ils ne disent rien! Pour le moment, ils ne disent pas: « Samedi, ça peut être très dangereux de manifester. Attention, nous partis politiques de gouvernement qui aspirons à gouverner, on vous dit, "Faites attention pour vos vies!" »*

Une chose paraît en tout cas certaine: l'irresponsabilité est une notion toute relative, que vous soyez manifestant, policier, responsable politique ou... éditorialiste!



## DES RAPPELS À L'ORDRE PARTAGÉS PAR L'ENSEMBLE DE L'ÉDITOCRATIE

Depuis quelques jours, BFM-TV se charge donc de seconder le gouvernement dans son « appel à la responsabilité » et se fait l'écho, par anticipation, du chaos à venir. Sur la chaîne d'info, la peur et le climat anxieux se construisent... en continu. Ces rappels à l'ordre sont partagés par l'ensemble de l'édition, unanime, comme à chaque mouvement social, dans la condamnation des violences des manifestants. Ils condamnent également par avance toute nouvelle manifestation et usent de leur tribune pour les délégitimer par avance dans un rappel à l'ordre général. Pourquoi? Sur France Info (« Les informés », 1<sup>er</sup> déc.), la rédactrice en chef adjointe au service politique du *Parisien* nous donnait la réponse. Dans un pays « démocratique », la révolte n'est tout simplement pas légitime: « *Une insurrection dans un pays qui n'est pas démocratique, ça peut être tout à fait légitime. Dans un pays comme la France, où en plus on demande aux gilets jaunes d'être reçus et de dialoguer, c'est peut-être différent.* »

Les rappels à l'ordre, rabâchés à longueur d'antenne, en viennent parfois à prendre la forme... d'appels à la répression et à l'autorité. Le 5 décembre, dans sa chronique matinale, Christophe Barbier évoque carrément la possibilité de recourir aux pleins pouvoirs en mentionnant l'article 16 de la Constitution. Brice Couturier multiplie quant à lui les réactions sur Twitter du 30 novembre au 2 décembre, qui semblent indiquer que les digues ont bel et bien sauté (ou que les plombs ont fondu, c'est selon — voir ci-contre).

Dans la matinale d'Europe 1 (3 déc.), Jean-Michel Apathie ne pointe aucune autre « responsabilité » que celle... des gilets jaunes: « *C'est avec une complaisance inouïe, vraiment, jamais observée, qu'on a ce qu'on voit: les dirigeants du mouvement des gilets jaunes appeler encore à une manifestation samedi. Et s'il y a encore des manifestations samedi, il y aura des violences. C'est une irresponsabilité totale qui est en train de s'installer avec une complaisance coupable. On ne doit jamais dans une démocratie être complaisant avec la violence.* »

Le même jour, dans la matinale de France Inter, Léa Salamé se fait la porte-parole des forces de police face à Olivier Besancenot. Alors que ce dernier appelle à une grève en plus des mobilisations du samedi 8 décembre, elle manque de s'étouffer: « *Mais vous avez entendu la police? Les syndicats de policiers disent "On est épuisés, on est à bout, on a peur du quatrième acte!" Est-ce que vous l'entendez ça aussi?* »

Sur RTL, face à Laurent Nuñez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, Yves Calvi incite à davantage de répression après s'être inquiété de la santé... des monuments historiques: « *Est-ce que les monuments historiques ont besoin aujourd'hui d'être protégés dans notre pays?* » On espère que les monuments tiendront le choc ce samedi. Et Calvi de poursuivre: « *Est-ce qu'il faut être aujourd'hui plus ferme voire plus violent de la part des forces de police? [...] Peut-être qu'il faut que vous préveniez les éventuels manifestants que vous allez être plus ferme dans les réponses*



- G. Leclerc: *Mais hier encore sur un plateau de télévision sur la 2, il y avait une représentante des gilets jaunes qui disait: “Ah mais c’est normal qu’on s’attaque aux forces de police parce qu’eux-mêmes ils nous gazent, ils nous envoient des gaz lacrymogènes.” C’est aberrant! [Praud: Bien sûr que c’est aberrant!] La police c’est la police de la République. Vous ne pouvez pas comme ça... faire un... mettre à égalité des moyens utilisés. Des gilets jaunes qui viennent avec des boules de pétanque pour les envoyer sur les policiers en disant “C’est normal parce que eux ils nous agressent.”*
- P. Praud: *Sauf Gérard que depuis trente ans ou quarante ans il y a infusée dans les médias et dans l’opinion cette idée qu’il ne faut rien faire ou rien dire contre les manifestants.*

On se demande sur quelle planète a bien pu séjourner Pascal Praud ces trente dernières années...

*que vous allez apporter ou en tout cas initier peut-être le rapport de force. »*

Sur CNews (3 déc.), Jean-Claude Dassier y va lui aussi de son opinion: « *Avec ce qu’on a vu et ce qui s’est passé samedi, je n’envisage même pas qu’on ait une nouvelle manifestation comme on dit “officielle” samedi prochain.* »

Dans « L’heure des pros », sur la même chaîne (3 déc.), les éditorialistes sont unanimes. À commencer par Jacques Séguéla, publicitaire, et surtout chroniqueur squatteur patenté de plateaux télévisés: « *Il faut interdire la prochaine manifestation à Paris! Parce que de toute façon, le Premier ministre ne survivra pas à un acte IV, donc il y a gravité. Et je pense que surtout il faut un sursaut républicain.* » Un avis visiblement trop timoré pour Gérard Leclerc, éditorialiste politique de CNews et également sur le plateau, qui enfonce le clou dans un vibrant plaidoyer au retour de l’ordre applaudi par Pascal Praud:

- Gérard Leclerc: *Mais moi ce qui m’inquiète beaucoup c’est le rapport à la République, et là je crois qu’on paye aujourd’hui un certain nombre de glissements, de dérives qu’on a vus ces dernières années, et dont on n’a pas vraiment pris la mesure. C’est pas normal que tous les 31 décembre, il y ait des voitures qui soient brûlées dans les banlieues et qu’on dise rien. C’est pas normal que dans des manifestations sociales, des revendications sociales, on aille vandaliser des bureaux, on aille foutre le feu à des péages d’autoroute, on aille casser des bâtiments publics, c’est invraisemblable!*
- Pascal Praud: *L’État n’a pas montré sa force depuis trente ans! [...] On est d’accord Gérard [...] tout le monde est d’accord avec vous!*

L’enthousiasme de Pascal Praud ne sera peut-être pas partagé par les nombreuses victimes de violences policières lors des dernières mobilisations sociales (pendant la Loi Travail par exemple, ou sur le barrage de Sivens où Rémi Fraisse a été tué par la gendarmerie), ou dans les quartiers populaires. Quoi qu’il en soit, Gérard Leclerc poursuit:

Dans les colonnes du *Point* enfin (3 déc.), l’auguste Bernard-Henri Lévy enjoint aux gilets jaunes de rentrer dans le rang en faisant appel à leur « responsabilité » dans un éditorial au titre... béhachélien: « *Les Gilets jaunes entre l’Histoire de France et ses poubelles* ». « *Il leur appartient d’annoncer un moratoire des manifestations et des blocages; et ils s’honoreraient, en particulier, de renoncer à ce fameux “acte IV” du mouvement préparé, sur Facebook, dès samedi soir et dont chacun devine qu’il sera plus violent, plus destructeur, plus tragique que les précédents.* » Une étape préalable, puisqu’en réalité les manifestants doivent trouver « *l’audace de s’arrêter* ». Ou alors connaître le sort terrible auquel le philosophe médiatique les condamne dans une harangue lyrique:

*Ou bien ils ont l’audace de s’arrêter [...]. Ou bien ils n’ont pas cette audace; ils se suffisent de la joie que procure, semble-t-il, le fait d’être non entendu mais vu à la télé; ils cèdent à la douce ivresse d’observer tout ce que la “France d’en haut” compte d’éminences et d’experts en opinion venir leur manger dans la main et recueillir leurs savantes leçons “plus douces que le miel”; pris de vertige nihiliste, ils préfèrent casser que réformer, semer la désolation et le chaos qu’améliorer la vie des humbles et des vulnérables; et alors, laissant le noir des cagoules assombrir le jaune des gilets, acceptant que la haine, cette passion triste, l’emporte sur la fraternité, ils tomberont du côté obscur de la nuit – ces limbes, ou ces poubelles de l’Histoire.*

Sans doute ces mêmes poubelles où finiront les outrances de BHL...

\*\*\*

Ainsi l’éditocratie prend-elle le parti du gouvernement et des forces de police, condamnant par avance les manifestations à venir, reportant l’entière responsabilité des violences sur leurs organisateurs. À ces rappels à l’ordre s’ajoutent parfois de véritables appels à matraquer ferme à destination des autorités et de la police. Le tout en évoquant un contexte de tension extrême... que les grands médias contribuent largement à alimenter. « Raisonnable », dites-vous?

# LIEUX DE POUVOIR : LA CARTE DES « POUSSE-AU-CRIME »

*Le 5 décembre 2018, Le Monde diplomatique publiait une réactualisation de la carte « À Paris, les lieux de pouvoir », initialement parue dans le numéro « Où se cachent les pouvoirs ? » du bimestriel Manière de voir<sup>1</sup>. De quoi méditer sur la ghettoïsation de « l'ouest parisien », ce territoire perdu de la République où se côtoient les sièges des hauts lieux de la finance et de l'entreprise, ceux de certains grands médias et des institutions nationales, les hôtels les plus prestigieux et les clubs privés, ou encore, les sièges de quelques partis politiques.*

*Le petit plus de cette nouvelle publication ? Y figurent les tracés des parcours traditionnels des manifestations parisiennes, mis en comparaison avec les lieux où se sont rassemblés les gilets jaunes les 24 novembre et 1<sup>er</sup> décembre. Cette carte très significative, dont toutes les données sont publiques, aurait pu nourrir les réflexions que certaines rédactions ont eues – à juste titre – dès le début des manifestations à Paris : « En quoi les mobilisations des gilets jaunes sortent-elles des sentiers battus ? » Mais les réactions, extrêmement virulentes, de quelques hauts gradés de la profession furent tout autres. Point de réflexion : dans le contexte des violences qui ont émaillé les manifestations des gilets jaunes, cette carte ne serait rien de moins... qu'un « pousse-au-crime » (de lèse-majesté)!*

Jamais les grands pontes du journalisme dominant ne se seront autant intéressés à une publication du *Monde diplomatique*. Et c'est dans un concert fracassant d'indignations (et d'insultes) que certains ont accueilli la republication de la carte parisienne des lieux de pouvoirs. La grande majorité des cris d'orfraie se sont fait entendre sur Twitter les 6 et 7 décembre. Visé par une plainte pour agression sexuelle de la part d'une ex-consœur de LCP<sup>2</sup>, l'animateur Frédéric Haziza donne des leçons de bonne tenue avant de traiter les journalistes du *Monde diplomatique* de... « cerveaux malades » :

 **Haziza Frédéric**  
@imaz

Le @mdiplo s'amuse à indiquer aux casseurs déguisés en #GiletsJaunes les lieux de pouvoir(avec hôtels, ambassades, sièges de sociétés, « hauts lieux de l'élite intellectuelle »)Un encouragement à les attaquer ce #8Décembre. #irresponsable #CerveauxMalades monde-

La tout aussi respectable Caroline Fourest, dont le sens de la mesure n'a d'égal que son amour de la vérité et le respect de la déontologie, se lâche :

 **Caroline Fourest**  
@CarolineFourest

En 2018, il y a une presse qui tente de résister aux fake news, aux appels à la haine sur les réseaux sociaux... Et puis il y a des torchons, qui se comportent comme des blogs de caniveau, en publiant des cartes qui incitent aux lynchages. #MondeDiplomatique #TorchonDogmatique

C'est peu dire si Twitter permet aux grands esprits de se rencontrer : un peu plus tard, c'est Mohamed Sifaoui, super expert médiatique en terrorisme, qui revient à la charge en joignant l'insulte à la leçon de professionnalisme. C'est avec étonnement que nous constatons combien insulter (voire animaliser) des journalistes (ce que ne manquent jamais de condamner les journalistes) peut être

 **Mohamed Sifaoui**  
@Sifaoui

Si je puis me permettre, il manque évidemment outre votre adresse, vous être aussi des gens importants : mais c'est une faute professionnelle (et peut-être idéologique) de ne pas avoir donné les adresses personnelles des élus, des policiers et gendarmes etc etc Bande d'abrutis !

finallement une pratique répandue chez... les journalistes eux-mêmes ; et qu'elle a même parfois (mais parfois seulement) bonne presse ! Ainsi du journaliste musical et écrivain Jérôme Soligny :

 **Jérôme Soligny**  
@JeromeSoligny

L'immonde diplomatique. Pire que des hyènes.  
[monde-diplomatique.fr/carnet/2018-12 ...](http://monde-diplomatique.fr/carnet/2018-12)

Pire que des hyènes ? Mais qu'attend Jean-Michel Apathie pour dénoncer cette « vieille turpitude bolche-

vique » qui consiste à « animaliser des gens »?! Pour rappel, Jean-Michel Apathie réagissait ainsi à notre jeu de l'été intitulé « Chacun cherche son chien de garde » :



Animaliser des gens était une vieille turpitude bolchevique, reprise ensuite par le stalinisme à travers le monde. Il y a toujours des héritiers. Étonnant, non?

Géraldine Woessner, qui se présente comme journaliste « *le soir sur Europe 1 et le dimanche dans le JDD* » (riche semaine!), cède quant à elle à la panique :



Je reste sans voix devant la carte hallucinante des "lieux de pouvoir" que publie le #MondeDiplomatique, dans ce contexte de violence débridée. A noter que leur propre adresse manque dans les "hauts lieux de l'élite intellectuelle" (à aller ravager)...

11:23 - 7 déc 2018

Son ex-collègue Raphaël Enthoven, désormais twitto-philosophe à (quasi) temps plein, ne pouvait manquer l'occasion d'une grandiloquence (sur clavier) de plus :



C'est vrai, ça ! @mdiplo, vous avez oublié de donner VOTRE adresse, au cas où certains gilets jaunes auraient le mauvais goût de vous prendre, vous aussi, pour des révolutionnaires en fauteuils. #démagogie

Les journalistes du *Monde diplomatique* peuvent toutefois s'estimer heureux : dernièrement, le « philosophe » est plus enclin à traiter publiquement de « *connards* » ceux qui expriment des idées différentes des siennes<sup>3</sup>. Et ce n'est pas fini ! On apprendra par exemple des leçons de sagesse de Sylvia Pinatel, journaliste au JT de TF1, dont les sujets dans la grand-messe de Jean-Pierre Pernaut sont toujours parfaitement réfléchis :



Vous avez réfléchi avant de publier cela ? Non ? Ah ! Me voilà rassurée.

Une indignation qui fait écho à celle de son confrère des *Échos* Yves Bourdillon, qui va même plus loin :



En réponse à @mciup @mdiplo

#Carte des lieux de pouvoir à Paris du Monde Diplo(docus) pour Paris. Ils n'ont pas expliqué comment y mettre le feu, tant qu'ils y étaient ?

C'est tout juste si les journalistes n'ont pas qualifié cette information d'appel au meurtre. Alex Sulzer, journaliste politique à *L'Express*, manie le sarcasme...



Merci pour ce travail. Pourriez-vous également publier les adresses personnelles des fonctionnaires dans les administrations centrales, des banquiers, des journalistes et des policiers ?

... quand Antoine Garbay, journaliste au *Figaro*, livre les desseins cachés du mensuel :



Quel est l'intérêt de cette carte ? Aiguiller les casseurs pour qu'ils fassent le plus de dommages en un minimum de temps ?

Bref, entre « *liste de dénonciation* » selon Quentin Girard de *Libération* et « *irresponsabilité crasse* » selon le journaliste au service politique du *Figaro*, Arthur Berdah, on peut dire que la profession n'a pas digéré cette carte. Il ne manquait plus que la plume d'Abel Mestre, journaliste au *Monde*, pour recourir à l'arme de disqualification massive (toujours sur Twitter) : « *Marrant, le Printemps français avait fait la même pendant la manif pour tous.* » Avant de persister : « *Je dis juste qu'une rédaction confortable aux prétentions révolutionnaires ne fait que singer ce que les ultras de droite avaient lancé il y a 5 ans. Simple constat.* » Et de signer : « *Les postures radicales depuis son salon confortable, ça va 5 minutes hein.* » Les postures légitimistes depuis son clavier sont, il est vrai, beaucoup plus audacieuses.

### « IL Y A ÉVIDEMMENT DES POUSSÉ-AU-CRIME »

Postures qui se sont également fait entendre sur les ondes. Le 8 décembre sur Europe 1, Bernard Poirette donne la réplique à l'indétrônable éditocrate Catherine Nay, qui s'affole :

— Bernard Poirette : Et comme dans toute crise paroxystique, **il y a évidemment des poussé-au-crime.**  
— Catherine Nay : [...] *Moi ce qui m'a surtout étonnée, c'est le journal Le Monde diplomatique, qui a publié quoi ? une carte réactualisée des lieux de pouvoir dans la capitale, avec les banques, les ambassades, les médias, les ministères, les hôtels 5 étoiles, les restaurants fréquentés par l'élite. En vérité, un véritable guide pour les incendiaires.*

La veille, sur TMC, Yann Barthès et Julien Bellver de l'émission « *Quotidien* » avaient fait une démonstration d'excès de zèle à Christophe Castaner. Après la diffusion d'un extrait de la conférence de presse au cours de laquelle le ministre de l'Intérieur invitait « *la presse à ne pas renseigner les casseurs* », le journaliste Julien Bellver tient à faire savoir qu'il est un élève discipliné. « *Un avertissement qui n'est pas anodin* », explique-t-il avant de poursuivre : « *Quelques heures plus tôt, Le Monde diplomatique a été super critiqué pour avoir republié une vieille carte très précise des lieux de pouvoir à Paris [...], avec un zoom en jaune sur les précédents lieux de violence. Des infos très précieuses pour les casseurs, et le gouvernement redoute ce genre de fuites justement.* »

Au prétexte que des manifestations émaillées de violences se tiendraient dans Paris, republier une simple carte des lieux de pouvoir parisien (montrant essentiellement leur proximité géographique) serait ainsi devenu « *irresponsable* ». Mais la publication n'est devenue « *irresponsable* » que lorsque son contenu a été perçu comme un outil entrant en résonance avec les volontés de certains manifestants (cibler les lieux de pouvoir et se rendre à l'Élysée). En d'autres termes : dans certains contextes de tension sociale, il conviendrait de ne pas publier les informations jugées « *dangereuses* » (par certains éditorialistes) pour les institutions. Corollaire : la « *responsabilité journalistique* » reviendrait à adopter systématiquement le point de vue du maintien de l'ordre : dénoncer



les violences (des manifestants) ou s’alarmer devant les « attaques » des « symboles de la République » (comme l’Arc de Triomphe), quitte à se reconvertir en porte-parole du gouvernement ou de la préfecture. Naturellement très orientés, ces raisonnements instrumentaux et autres refrains sur la « responsabilité » en disent long sur la connivence existant entre les agendas médiatique et politique.

\*  
\*\*

Dans l’article qui ouvre le dossier que *Le Monde diplomatique* consacre ce mois-ci au mouvement des gilets jaunes, Serge Halimi relève l’avertissement adressé aux journalistes par un économiste (Élie Cohen) et un politologue (Gérard Grunberg), tous deux « bien introduits » : « Les journalistes doivent se rappeler qu’ils ne sont pas de simples observateurs mais qu’ils font partie des élites dont le rôle est aussi de préserver le pays du chaos. »

De tels raisonnements, reçus cinq sur cinq par certaines chefferies éditoriales, déterminent des attitudes dans les rédactions. Lesquelles restent les meilleures alliées de la censure et de l’autocensure. Les périodes de grande tension sociale (comme celles de « guerre contre le terrorisme » ou de guerre tout court) contribuent largement à les renforcer.

Mais ce n’est pas tout. Loin d’être anecdotiques, ces réactions, au choix indignées ou haineuses, en disent long sur la panique qui anime les hautes sphères médiatiques depuis la mobilisation des gilets jaunes. Et sur leur mépris de classe. Comment une carte des lieux de pouvoir parisiens (dont on peut toujours discuter la méthodologie) devient-elle un « appel à la haine » ou au « lynchage », voire une série d’indications à destination des « casseurs » ? Comme s’il fallait veiller à ne surtout pas renseigner ces « gueux », incapables de trouver par eux-mêmes des informations par ailleurs publiques. Et comment expliquer des réactions si outrancières ? Il semble tout d’abord que certains journalistes se soient

sentis eux-mêmes montrés du doigt par une carte qui intègre, dans les lieux de pouvoir parisiens, les sièges des « médias importants » auxquels ils appartiennent. Autrement dit, qui a le mauvais goût de rappeler à certains journalistes leur propre appartenance aux cercles de pouvoir parisien, dans un contexte de défiance généralisée à l’égard des grands médias.

À ce titre, la carte des lieux de pouvoir rajoute de la panique à la panique (et du fantasme aux fantasmes) d’une élite journalistique dont la déconnexion semble de jour en jour plus stratosphérique. Une élite qui continue de considérer les manifestants avec mépris comme un vaste troupeau moutonnier, dont une carte pourrait mécaniquement déchaîner les pulsions<sup>4</sup>. Une élite qui se montre prompte à violemment disqualifier et torpiller tout ce qui lui paraît sortir du rang. Et dans ce « tout », l’information ne fait pas exception.

[1] N° 122, avril-mai 2012. La carte était initialement titrée « Il était une fois dans l’Ouest ».

[2] Plainte suite à laquelle l’animateur a reçu un rappel à la loi.

[3] À ceux qui s’étonnaient de le voir traiter de « connards » les lycéens ayant soutenu leurs camarades de Mantes-la-Jolie, le philosophe a précisé : « Je n’aurais jamais dû employer le terme “connards” pour décrire les lycéens qui s’agenouillent “en solidarité” avec ceux de Mantes-la-Jolie, car le mot est faible. »

[4] Or, de nombreux gilets jaunes – comme bien d’autres manifestants avant eux, pendant la Loi Travail, les grèves des cheminots et les mobilisations lycéennes – expriment régulièrement (et de manière autonome) leur défiance vis-à-vis de la couverture que les grands médias réservent à leur mobilisation, en manifestant par exemple devant certains sièges. Si toutes les critiques des médias ne se valent pas et si les agressions de journalistes de terrain sans grand pouvoir sont condamnables et se trompent de cible, la surdité absolue des chefferies éditoriales face à toute critique ne fait qu’aggraver les sentiments de défiance.



# ... ON SE CALME ?

## MEILLEUR VENTRILOQUE



## MEILLEUR ASSUREUR



## MEILLEUR PROPHÈTE (DE MALHEUR)



## ARC DE TRIOMPHE

La remise en état dépassera le million d'euros



Notre question en titre s'adresse donc aux rédacteurs en chef du *Parisien*, en écho à l'injonction mémorable que ces derniers avaient faite aux manifestants contre la « loi Travail » (en « une » de leur édition du 27 mai 2016), et qui se résumait en ces quelques mots doux :



